

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2001 — 2284

[C — 2001/27464]

28 JUIN 2001. — Arrêté du Gouvernement portant approbation des statuts de la Société wallonne des Eaux

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, notamment l'article 6, § 1^{er}, V, 1°;

Vu le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau;

Vu la notification, datant du 1^{er} juin 2001, de la décision d'approbation des statuts adopté par l'assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des Eaux du 29 mai 2001;

Sur proposition du Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

Arrête :

Article 1^{er}. Les statuts de la Société wallonne des Eaux tels qu'approuvés par l'assemblée générale extraordinaire du 29 mai 2001, et ci-après reproduits en annexe, sont approuvés.**Art. 2.** Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 28 juin 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

STATUTS DE LA SOCIETE WALLONNE DES EAUX

Titre I^{er} : Dénomination - Siège - Objet - DuréeArticle 1^{er} : Forme et dénomination

Article 2 : Siège

Article 3 : Objet

Article 4 : Missions de service public

Article 5 : Durée

Article 6 : Dispositions impératives

Titre II : Associés - Parts sociales - Responsabilité

Article 7 : Titulaires de la qualité d'associés

Article 8 : Capital

Article 9 : Parts sociales – libération – obligations

Article 10 : Responsabilité

Article 11 : Majorité communale

Article 12 : Cession de parts

Titre III : Registre des Associés – Admission – Démission – Exclusion

Article 13 : Registre des associés

Article 14 : Admission

Article 15 : Perte de la qualité d'associés

Article 16 : Démission

Article 17 : Exclusion

Article 18 : Retrait de versements

Titre IV : Administration

Article 19 : Généralités

Article 20 : Conseil d'administration

Article 21 : Désignation proportionnelle d'une partie du CA

Article 22 : Vacance d'une place d'administrateur

Article 23 : Pouvoirs du conseil d'administration

Article 24 : Délégations

Article 25 : Fonctionnement du conseil d'administration

Article 26 : Comité de direction

Article 27 : Compétences du comité de direction

Article 28 : Fonctionnement du comité de direction

Article 29 : Contrôle

Article 30 : Contrôle des comptes

- Titre V : Assemblée générale
 Article 31 : Composition et compétence
 Article 32 : Tenue de l'assemblée générale
 Article 33 : Assemblée générale ordinaire
 Article 34 : Assemblée générale extraordinaire
 Article 35 : Convocations
 Article 36 : Vote
 Article 37 : Procès-verbal
- Titre VI : Les services, les comités consultatifs et les comités de zone constitués par sous-bassin hydrographique
 Article 38 : Les services
 Article 39 : Composition et fonctionnement des comités consultatifs
 Article 40 : Compétences des comités consultatifs
 Article 41 : Composition et fonctionnement des comités de zone
 Article 42 : Compétences des comités de zone
 Article 43 : Information des comités de zone
- Titre VII : Bilan – Répartition
 Article 44 : Exercice social
 Article 45 : Comptabilité - généralités
 Article 46 : Comptabilité d'exploitation
 Article 47 : Comptes annuels
 Article 48 : Comptabilité des services
 Article 49 : Répartition du résultat
 Article 50 : Service déficitaire
- Titre VIII : Dispositions diverses
 Article 51 : Cession ou cessation d'exploitation d'un service de distribution
 Article 52 : Prise de participations
 Article 53 : Rachats d'installations existantes et installations spécifiques de premier établissement : financement

TITRE I^{er}. — *Dénomination. — Siège. — Objet. — Durée*

Forme et dénomination

Article 1^{er}. La société, qui a un objet civil, adopte la forme de société coopérative à responsabilité limitée. Elle est dénommée Société wallonne des Eaux, en abrégé SWDE.

Dans tous les actes, factures et documents, cette dénomination est précédée ou suivie immédiatement des mots « Société civile ayant emprunté la forme d'une société coopérative à responsabilité limitée ».

La SWDE est une personne morale de droit public et n'a pas de caractère commercial.

Il est dérogé à l'article 66 du Code des sociétés.

Siège

Art. 2. Le siège social et les services généraux de la SWDE sont établis à Verviers, rue de la Concorde, 41.

Objet

Art. 3. § 1^{er}. La SWDE a pour objet :

- la production d'eau;
- la distribution d'eau par canalisations;
- la protection des ressources aquifères;
- la réalisation de toute opération relative au cycle de l'eau.

§ 2. Dans ce cadre, elle exerce deux types de missions :

— les missions qualifiées de service public, telles qu'exhaustivement définies à l'article 4 des présents statuts et s'exerçant exclusivement sur le territoire de la Région wallonne;

— les missions autres pouvant consister en l'accomplissement de toutes opérations se rattachant à son objet et ne constituant pas une mission de service public au sens de l'article 4 des présents statuts. Ces activités ne peuvent revêtir qu'un caractère accessoire dans l'ensemble des activités de la SWDE. Leur développement et les investissements consentis dans ce cadre ne peuvent conduire à une diminution des droits ou à un alourdissement des engagements des associés titulaires de parts A et C.

Missions de service public

Art. 4. § 1^{er}. Les missions de service public de la SWDE sont :

- 1° la production d'eau;
- 2° la distribution d'eau par canalisations;
- 3° la protection des ressources d'eau potabilisable dans le cadre des missions assignées à la SPGE par l'article 6, § 2, 2°, du décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une Société publique de Gestion de l'Eau;
- 4° la réalisation de toutes obligations nées des impératifs légaux et réglementaires afférents au cycle de l'eau;
- 5° l'exécution de toute tâche confiée aux distributeurs dans le cadre des dispositions réglementaires relatives à l'établissement, la perception, le recouvrement, l'exemption et la restitution de la taxe sur le déversement des eaux usées industrielles et domestiques;
- 6° les prestations de nature sociale ou humanitaire à effectuer en matière d'approvisionnement en eau potable.

Pour l'accomplissement de ces missions, la SWDE peut procéder à l'acquisition, la construction, l'entretien, la gestion et l'exploitation de l'infrastructure nécessaire. Par infrastructure, on entend notamment l'ensemble des équipements de captage, d'adduction, d'emménagement (châteaux d'eau, réservoirs...), de refoulement, de pompage, de traitement, de distribution, de comptage et leurs accessoires, ainsi que les terrains où ils se situent, y compris les emprises en sous-sol et les servitudes dont la SWDE est titulaire.

§ 2. La mise en œuvre des missions de service public de la SWDE ne porte pas préjudice à ceux qui exercent en Région wallonne une même activité.

§ 3. Les règles, modalités et objectifs selon lesquels la SWDE exerce les missions de service public qui lui sont confiées sont déterminés dans un contrat de gestion conclu entre la Région wallonne et la SWDE.

Durée

Art. 5. La SWDE est constituée pour une durée illimitée.

Sa dissolution ne peut être décidée que par un décret déterminant les modalités de sa liquidation et la situation des agents.

Dispositions impératives

Art. 6. § 1^{er}. Les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés coopératives à responsabilité limitée sont applicables à la SWDE, pour autant que le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau n'y déroge pas en raison du caractère public de la SWDE. Les dérogations prévues sont mentionnées dans les présents statuts.

§ 2. La SWDE n'est pas soumise aux dispositions de la loi du 8 août 1997 sur les faillites ni à celles de la loi du 17 juillet 1997 relative au concordat judiciaire.

§ 3. La SWDE bénéficie de l'immunité d'exécution pour les biens entièrement ou partiellement affectés à la mise en œuvre de ses tâches de service public.

TITRE II. — *Associés. — Parts sociales. — Responsabilité*

Titulaires de la qualité d'associés

Art. 7. Ont la qualité d'associés la Région wallonne, la Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE), les provinces, les communes, les intercommunales, les personnes de droit public ou de droit privé dont la liste figure en annexe aux présents statuts et en fait partie intégrante, ainsi que toute personne dont l'admission est prononcée par le conseil d'administration selon les modalités prévues à l'article 14.

Il est dérogé aux articles 366 à 376 du Code des sociétés.

Capital

Art. 8. Le capital social est illimité.

Il s'élève initialement à 380 307 214,45 euros.

La part fixe du capital est fixée à 250 000 000 euros.

Le capital est variable, sans modification des statuts pour ce qui dépasse ce montant fixe.

Les participations de la SPGE au sein du capital de la SWDE ne peuvent dépasser 20%.

Parts sociales – libération - obligations

Art. 9. § 1^{er}. Le capital social se compose de trois types de parts :

— les parts A, représentatives de participations dans le capital du service de production et des services de distribution d'une valeur nominale 25 euros chacune; ces parts peuvent être souscrites par la Région wallonne, la SPGE, les provinces, les intercommunales, les communes et les personnes de droit public ou de droit privé; elles sont dénommées parts Ap lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital du service de production et parts A lorsqu'elles sont représentatives de participations dans le capital des services de distribution;

— les parts B que le conseil d'administration est habilité à créer en fonction d'activités spécifiques en rapport avec l'objet social. Lors de leur création, le conseil d'administration en fixe la valeur nominale qui ne peut être inférieure à 25 euros et détermine les droits qui y sont attachés. Elles sont affectées d'un indice permettant d'identifier ceux-ci;

— les parts C, qui sont les parts constitutives, d'une valeur nominale de 25 euros chacune.

Un nombre de parts sociales correspondant à la part fixe du capital doit à tout moment être intégralement souscrit et libéré.

§ 2. Chaque part représentant un apport en numéraire doit être libérée d'un quart et chaque part représentant un apport en nature doit être libérée entièrement.

En dehors des parts représentant les apports, il ne peut être créé aucune espèce de titres sous quelque dénomination que ce soit, représentatifs de droits sociaux ou donnant droit à une part de bénéfices.

§ 3. Les apports en nature, évalués préalablement par un réviseur d'entreprises, ne peuvent être rémunérés par des parts représentatives du capital social que s'ils consistent en éléments d'actif susceptibles d'évaluation économique, à l'exclusion des actifs constitués par des engagements concernant l'exécution de travaux ou la prestation de services.

Il est dérogé aux articles 395, 398, 399, 422 et 423 du Code des sociétés.

En ce qui concerne les parts A, les versements se font aux dates fixées par le conseil d'administration, moyennant préavis d'un mois, sauf la faculté pour la Région wallonne, la SPGE, les provinces, les communes et les intercommunales de se libérer de leurs souscriptions par annuités.

Les titres des annuités souscrites sont immédiatement remis à la SWDE. Ils sont inaliénables.

§ 4. Tout versement en retard portera, de plein droit et sans mise en demeure, intérêt au profit de la SWDE au taux d'intérêt légal en matière civile ou commerciale.

Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale et sur avis du comité consultatif concerné, le conseil d'administration peut, après un double avertissement donné à deux mois d'intervalle, prononcer l'exclusion des associés en retard. L'associé exclu peut faire appel auprès du Gouvernement wallon qui statue après avoir entendu le conseil d'administration en ses explications.

§ 5. Aucun versement de fonds ne peut être fait par un associé au-delà des quotités appelées, sans l'autorisation du conseil d'administration.

Responsabilité

Art. 10. Les associés ne sont passibles des dettes sociales qu'à concurrence de leurs apports. Il est dérogé aux articles 401, 405 et 424 du Code des sociétés.

Il n'existe entre eux ni solidarité, ni indivisibilité.

Majorité communale

Art. 11. Les actionnaires communaux représentent en tout temps au minimum 50 % du capital plus une part.

Quelle que soit la proportion des apports des diverses parties à la constitution du capital, les communes disposent toujours de la majorité des voix dans les différents organes de gestion de la SWDE, à l'exclusion du comité de direction.

Cession de parts

Art. 12. Les parts C ne peuvent être cédées.

Les autres parts d'un associé personne de droit public ne peuvent être cédées qu'à un autre associé personne de droit public.

TITRE III. — *Registre des associés. — Admission. — Démission. — Exclusion*

Registre des associés

Art. 13. § 1^{er}. La SWDE tient au siège social un registre que les associés peuvent consulter sur place et qui indique pour chacun d'eux :

- 1° ses nom, prénoms ou sa dénomination sociale et domicile;
- 2° la date de son admission, de sa démission ou de son exclusion;
- 3° le nombre de parts sociales dont il est titulaire ainsi que les souscriptions de parts nouvelles, les remboursements de parts, les cessions de parts, avec leur date;
- 4° le montant des versements effectués et les sommes retirées en remboursement des parts.

§ 2. Les inscriptions au registre des associés s'effectuent sur la base de documents probants qui sont datés et signés, dans l'ordre de leur date.

Une copie des mentions les concernant, figurant au registre des associés, est délivrée aux titulaires qui en font la demande écrite.

Ces copies ne peuvent servir de preuve à l'encontre des mentions portées au registre des associés.

La démission d'un associé est constatée par la mention du fait dans le registre des associés.

Admission

Art. 14. § 1^{er}. L'admission de nouveaux associés est prononcée par le conseil d'administration qui fixe les conditions de leur admission.

Pour devenir associé, les personnes de droit privé doivent être préalablement habilitées par le Gouvernement wallon.

§ 2. Si les nouveaux associés sont appelés à faire partie d'un service existant, le conseil d'administration ne peut se prononcer qu'après avis du comité consultatif de ce service.

Si l'entrée d'un nouvel associé dans un service nécessite l'augmentation du capital du service, l'admission ne peut être prononcée par le conseil d'administration que sur avis du comité consultatif.

Si le conseil d'administration refuse l'admission, le candidat-associé peut faire appel auprès du Gouvernement wallon qui statue après avoir entendu le conseil en ses explications.

§ 3. Tout associé nouveau doit, dès son admission, verser sur le montant de sa participation en parts A, une somme proportionnellement égale aux versements appelés sur la part dans le capital A des autres associés du service dont il fera partie.

Les conditions de libération des autres types de parts souscrites par un nouvel associé sont fixées par le conseil d'administration.

Perte de la qualité d'associé

Art. 15. Les associés cessent de faire partie de la SWDE par leur démission, leur exclusion ou leur décès, interdiction, faillite ou déconfiture.

Démission

Art. 16. Toute demande de démission d'un associé est adressée au conseil d'administration qui élabore un rapport sur cette demande.

Le rapport du conseil est soumis pour avis au comité consultatif du ou des service(s) dont l'intéressé fait partie.

Le conseil d'administration soumet la demande de l'associé, accompagnée du rapport du conseil d'administration et de l'avis du (des) comité(s) consultatif(s) à la plus prochaine assemblée générale qui statue sur la demande.

La démission n'est autorisée que de l'accord des deux tiers des membres de l'assemblée générale.

En cas de refus de l'assemblée générale, l'associé demandeur dispose d'un recours auprès du Gouvernement wallon. Le recours doit être adressé au Ministre ayant l'eau dans ses attributions par lettre recommandée dans les trente jours de la notification du refus.

Par dérogation aux articles 374 et 376 du Code des sociétés, le montant de la part à restituer au démissionnaire est fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif du service.

Exclusion

Art. 17. Quand un associé ne remplit pas les obligations qu'il a contractées à l'égard de la SWDE, son exclusion peut être prononcée par l'assemblée générale des associés, sur proposition motivée du conseil d'administration établie après avis du comité consultatif du ou des service(s) auquel (auxquels) il appartient.

En cas de désaccord, l'associé exclu dispose d'un recours auprès du Gouvernement wallon. Le recours doit être adressé au Ministre ayant l'eau dans ses attributions par lettre recommandée dans les trente jours de la notification de la décision d'exclusion.

Par dérogation aux articles 374 et 376 du Code des sociétés, le montant de la part à restituer à l'associé exclu est fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif du service.

Il est dérogé à l'article 370 du Code des sociétés.

Retrait de versements

Art. 18. § 1^{er}. Aucun retrait de versement ne peut être fait qu'avec l'autorisation du conseil d'administration, sauf recours à l'assemblée générale.

§ 2. Le recours à l'assemblée générale doit être notifié au président du conseil d'administration dans le mois qui suit la décision de refus du conseil d'administration. Le président est tenu de verser le point à l'ordre du jour de la plus prochaine assemblée générale.

TITRE IV. — Administration

Généralités

Art. 19. La société est administrée par un conseil d'administration. La gestion journalière, la représentation de la SWDE ainsi que l'exécution des décisions du conseil d'administration sont assurées par un comité de direction.

Conseil d'administration

Art. 20. § 1^{er}. Le conseil d'administration est composé de 17 membres dont un président et deux vice-présidents.

§ 2. L'assemblée générale règle ce qui a trait aux attributions et aux émoluments du président, des deux vice-présidents et des administrateurs.

§ 3. Le mandat du président, des vice-présidents et des autres administrateurs est d'une durée de six ans : il peut être renouvelé une seule fois pour le même terme. Le mandat prend fin de plein droit le jour où la personne concernée atteint l'âge de soixante-cinq ans.

§ 4. Le renouvellement du conseil d'administration s'effectue lors de la première assemblée générale ordinaire qui suit les élections provinciales et communales.

§ 5. Neuf administrateurs sont élus par l'assemblée générale. Huit administrateurs sont nommés par le Gouvernement, dont deux sur proposition de la SPGE.

Les administrateurs élus par l'assemblée générale doivent avoir la qualité de bourgmestre, d'échevin ou de conseiller communal d'une commune associée.

Toute candidature à un mandat d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale doit parvenir au président par lettre recommandée au plus tard trois jours ouvrables avant la réunion de l'assemblée générale.

L'administrateur qui est membre d'un conseil communal ou bourgmestre et qui perdrait ce titre est réputé de plein droit démissionnaire et remplacé lors de la première assemblée générale qui suit la perte de cette qualité.

§ 6. Le Gouvernement nomme le président du conseil d'administration. Le premier vice-président et le deuxième vice-président sont désignés par le conseil d'administration en son sein. Une de ces trois fonctions au moins est réservée à un des membres du conseil d'administration issu de l'assemblée générale.

§ 7. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président.

En cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, il est remplacé par le deuxième vice-président.

En cas d'absence du deuxième vice-président, le conseil est présidé par le membre le plus ancien. A égalité d'ancienneté, le conseil est présidé par le membre le plus âgé.

§ 8. Le président peut à tout moment prendre connaissance, sans déplacement, des livres, de la correspondance, des procès-verbaux et généralement de tous les documents et de toutes les écritures de la SWDE. Il peut requérir du comité de direction et des agents de la SWDE toutes les explications ou informations et procéder à toutes les vérifications qui lui paraissent nécessaires pour l'exécution de son mandat.

§ 9. Le conseil d'administration peut autoriser des observateurs à assister avec voix consultative aux séances du conseil.

Désignation proportionnelle d'une partie du conseil d'administration

Art. 21. § 1^{er}. Les administrateurs élus par l'assemblée générale sont désignés à la proportionnelle de l'ensemble des conseils communaux des communes associées, en tenant compte des éventuelles déclarations individuelles d'apparement ou de regroupement.

§ 2. Pour le calcul de cette proportionnelle, le poids de chaque associé communal est pondéré en fonction du nombre de parts qu'il détient, arrêté au 31 décembre de l'année qui précède le renouvellement du conseil d'administration.

§ 3. Pour le calcul de répartition des mandats, un tableau est élaboré. Il renferme, pour chaque commune associée, le nombre de parts sociales qu'elle détient, le nombre de membres du conseil communal, le coefficient de pondération (nombre de parts sociales/nombre de membres du conseil communal) ainsi que la répartition des conseillers communaux par parti politique possédant un numéro d'ordre national, en tenant compte des éventuelles déclarations d'apparement et, le cas échéant par groupement, en prenant également en considération les éventuels conseillers indépendants.

Le coefficient est ensuite appliqué, pour chaque commune associée, au nombre de conseillers communaux élus ou apparementés pour chaque parti politique. La même opération est effectuée pour les groupements de conseillers et pour les indépendants.

Un total est dégagé pour chaque liste ou groupement.

Ces totaux sont divisés par 1, 2, 3, 4, etc. Les quotients ainsi obtenus sont classés dans l'ordre décroissant jusqu'à concurrence d'un nombre de quotients égal au nombre de mandats à pourvoir. Le dernier quotient sert de diviseur.

Chaque liste ou groupement se voit attribuer autant de sièges que son total comprend de fois ce diviseur.

La répartition ainsi déterminée avant chaque renouvellement total du conseil d'administration reste d'application pendant toute la durée du mandat des administrateurs élus en fonction de celle-ci.

§ 4 La répartition des mandats à pourvoir est communiquée aux associés en même temps que l'appel aux candidatures à l'occasion de la convocation à l'assemblée générale qui doit procéder au renouvellement.

Vacance d'une place d'administrateur

Art. 22. En cas de vacance d'une place d'administrateur à la nomination de l'assemblée générale, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement, conformément à la règle proportionnelle déterminée à l'article 21 des présents statuts, jusqu'à nomination définitive par la plus prochaine assemblée générale.

Celui qui est appelé à remplacer le président, un vice-président ou un administrateur avant l'expiration du mandat de celui-ci achève le mandat interrompu.

Pouvoirs du conseil d'administration

Art. 23. Le conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la SWDE, à l'exception de ceux que la loi, les statuts ou le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau réservent à l'assemblée générale.

Le conseil d'administration contrôle la gestion journalière assurée par le comité de direction qui en fait régulièrement rapport au conseil. Le conseil d'administration ou son président peut, à tout moment, demander au comité de direction un rapport sur les activités de la société ou sur certaines d'entre elles.

Outre les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau ou les statuts, il pourvoit à toutes les affaires sociales, notamment :

Il fixe le capital afférent à chaque service;

Il décide de la création de nouvelles catégories de parts; il décide lors de chaque émission de nouvelles catégories de parts de quels avantages jouiront ces parts;

Il établit les structures décentralisées et décide de l'établissement, la reprise et l'extension des services de distribution d'eau ainsi que, sur l'avis conforme des comités consultatifs intéressés, de la fusion de leurs services;

Il fixe et modifie les tarifs;

Il adopte le statut administratif et pécuniaire du personnel, le cadre du personnel et le règlement de travail;

Il nomme les agents et engage les agents de niveau 1;

Il connaît des recours en matière de suspension et révocation d'agents et employés;

Il décide de l'aliénation de tous les biens meubles et immeubles;

Il décide parmi les acquisitions immobilières qui sont réalisées à l'amiable, celles qui le sont pour cause d'utilité publique et poursuit les expropriations au nom de la SWDE, moyennant l'autorisation préalable du Gouvernement wallon;

Chaque année, il dresse un inventaire et établit les comptes annuels et un rapport de gestion dans les formes prescrites par la loi et transmet au Gouvernement wallon ou au membre que celui-ci délègue à cette fin un rapport sur les opérations et la situation de la SWDE. Le dernier bilan y est joint;

Il fixe le montant des éventuels jetons de présence des délégués des associés dans les comités consultatifs et à l'assemblée générale;

Il décide à la majorité des deux tiers de toute création de filiale et de toute prise de participation directe ou indirecte dans des sociétés, associations ou institutions de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères dont l'objet social est en rapport avec l'objet de la SWDE;

Il soumet chaque année à l'assemblée générale des associés un rapport sur l'état des participations citées ci-avant;

Parmi les administrateurs, les membres du comité de direction et les membres du personnel de la SWDE, il désigne les représentants de la SWDE;

Il approuve à la majorité des deux tiers les contrats de gestion à conclure avec la Région wallonne;

Il autorise les emprunts et émissions d'obligations;

Il adopte le programme d'investissements.

Délégations

Art. 24. Le conseil d'administration peut déléguer au comité de direction tout ou partie de ses pouvoirs, à l'exception des pouvoirs suivants :

1° la définition de la politique générale de la SWDE;

2° tous les pouvoirs que la loi, le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau ou les présents statuts réservent expressément au conseil d'administration.

Tout acte de délégation identifie de manière précise les pouvoirs visés par cette délégation.

Toute délégation est d'une durée d'un an et est renouvelable. Les modalités de ce renouvellement sont fixées par le conseil d'administration.

Fonctionnement du conseil d'administration

Art. 25. § 1^{er}. Le conseil d'administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la SWDE l'exige, sur la convocation de son président ou de celui qui le remplace; il doit être réuni lorsqu'un tiers au moins des administrateurs le demandent.

§ 2. Le conseil d'administration ne peut délibérer et statuer que si la majorité de ses membres est présente. Les décisions sont prises à la majorité des voix, sauf les exceptions visées par les présents statuts, le Code des sociétés ou le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

Sauf motifs impérieux, le conseil d'administration ne peut statuer sur un point ne figurant pas à l'ordre du jour.

En cas de partage des voix au sein du conseil d'administration, la voix du président de séance est prépondérante. En cas d'abstention du président de séance et de partage des voix, la proposition est rejetée.

§ 3. Si, à deux reprises et après convocations régulières, le conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance qui suit la troisième convocation, quel que soit le nombre de membres présents, sur les objets qui ont été portés trois fois de suite à l'ordre du jour.

§ 4. Les délibérations du conseil d'administration sont constatées par des procès-verbaux inscrits dans un registre spécial tenu au siège de la SWDE. Les procès-verbaux sont signés par les membres qui ont pris part à la délibération.

§ 5 Le conseil d'administration arrête son règlement d'ordre intérieur qui fixe notamment les délais de convocation aux séances et la forme des convocations.

Comité de direction

Art. 26. § 1^{er}. Le comité de direction est composé de trois membres : un directeur général qui préside et deux directeurs généraux adjoints. Il ne délibère valablement que si deux membres au moins sont présents.

§ 2. Les membres du comité de direction sont nommés par le Gouvernement wallon pour un mandat renouvelable d'une durée de six ans.

Si l'un des membres a plus de cinquante-neuf ans lors de sa nomination, le Gouvernement réduit la durée de son mandat de manière à ce que le terme de celui-ci coïncide avec le jour où ce membre atteint l'âge de soixante-cinq ans.

§ 3. Les membres du comité de direction ne peuvent être révoqués que par le Gouvernement wallon :

1° soit sur proposition du conseil d'administration;

2° soit à l'initiative du Gouvernement wallon, après avis du conseil d'administration.

§ 4. La rémunération des membres du comité de direction est à charge de la SWDE.

Compétences du comité de direction

Art. 27. § 1^{er}. Conformément au principe de « corporate governance », le comité de direction constitue l'organe de management de la SWDE.

§ 2. La gestion journalière comprend notamment :

L'engagement des agents, à l'exception des agents de niveau 1, la suspension, la révocation de tous agents et employés et la détermination de leurs attributions et affectations;

L'acquisition de tous biens meubles et immeubles; la conclusion de tous traités, achats et marchés pour l'exploitation des services selon les délégations données par le conseil d'administration;

La conclusion des emprunts et l'émission des obligations; l'offre des garanties pour sûreté des engagements contractés par la SWDE et l'acceptation des garanties offertes pour sûreté des engagements pris envers elle;

Le placement des fonds disponibles et la disposition des fonds mis en dépôt ou en compte courant;

L'organisation interne;

La création des comités techniques et autres qui paraissent nécessaires;

La poursuite des actions judiciaires;

Le pouvoir de transiger et compromettre selon les délégations données par le conseil d'administration;

L'enregistrement de toutes sommes et valeurs revenant à la SWDE; la renonciation à tous droits réels, privilèges et actions résolutoires selon les délégations données par le conseil d'administration et la main levée de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, oppositions et autres empêchements, sans avoir à justifier d'aucun paiement;

La conclusion, en exécution des résolutions du conseil d'administration, des conventions et actes de toute nature, sans devoir produire aucun pouvoir;

La délivrance des copies et extraits de procès-verbaux du conseil d'administration, de l'assemblée générale et des comités consultatifs;

Les inscriptions au registre des associés ainsi que la délivrance des extraits dudit registre;

Les négociations syndicales et la représentation de la SWDE dans les organes de concertation et de négociation.

§ 3. Les membres du comité de direction assistent aux réunions du conseil d'administration avec voix consultative.

Fonctionnement du comité de direction

Art. 28. § 1^{er}. Les délibérations du comité de direction sont collégiales.

§ 2. Un règlement d'ordre intérieur arrêtant le fonctionnement du comité de direction est approuvé par le conseil d'administration.

§ 3. Le comité de direction est valablement représenté par le directeur général qui est en outre chargé de l'exécution des décisions dudit comité.

§ 4. En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général, ses fonctions sont remplies par un directeur général adjoint.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur général et des deux directeurs généraux adjoints, le conseil d'administration désigne un de ses membres pour remplir temporairement leurs fonctions.

Contrôle

Art. 29. § 1^{er}. La SWDE est soumise au pouvoir de contrôle du Gouvernement wallon. Pour ce qui concerne ses missions de service public, le contrôle est exercé à l'intervention de deux commissaires du Gouvernement nommés et révoqués par celui-ci.

§ 2. Les commissaires qui agissent individuellement ou conjointement veillent au respect de la loi, du décret, des statuts, du contrat de gestion et, s'il échet, du plan de gestion provisoire.

Les commissaires du Gouvernement sont invités à toutes les réunions du conseil d'administration. Ils disposent des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de leur mission.

Les commissaires du Gouvernement peuvent, dans un délai de quatre jours francs, introduire un recours auprès du Gouvernement contre toute décision qu'ils estiment contraire à la loi, au décret, aux statuts, au contrat de gestion ou, s'il échet, au plan de gestion provisoire.

Ce délai court à partir du jour de la réunion au cours de laquelle la décision a été prise, pour autant que les commissaires du Gouvernement y aient été régulièrement convoqués et, dans le cas contraire, à partir du jour où ils en ont pris connaissance. Ce recours est suspensif.

Si, dans un délai de vingt jours francs commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 4 du présent paragraphe, le Gouvernement n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. Le Gouvernement notifie l'annulation à l'organe de gestion.

§ 3. Lorsque le respect de la loi, du décret, des statuts ou du contrat de gestion le requiert, le Gouvernement wallon, à l'intervention d'un de ses commissaires, peut requérir le conseil d'administration de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

§ 4. Il est alloué aux commissaires du Gouvernement les mêmes émoluments, indemnités et frais de déplacement que ceux accordés aux membres ordinaires du conseil d'administration. Ces montants sont à charge de la SWDE.

Contrôle des comptes

Art. 30. § 1^{er}. Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels et de la régularité, au regard de la réglementation et des statuts, des opérations à constater dans les comptes annuels est confié à un collège des commissaires aux comptes composé de trois membres.

Leurs délibérations sont collégiales.

Leurs rapports et observations sont communiqués au Gouvernement wallon et à l'assemblée générale.

§ 2. Le président du collège est désigné par l'assemblée générale, parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, conformément aux dispositions du Code des sociétés. Il a la qualité de commissaire-réviseur.

Les deux autres membres sont nommés par le Gouvernement wallon, l'un parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises, l'autre sur proposition de la Cour des comptes.

Les commissaires sont nommés pour un terme renouvelable de trois ans. Ils ne peuvent être révoqués en cours de mandat que pour de justes motifs graves.

§ 3. L'assemblée générale fixe les émoluments du commissaire-réviseur. Cette rémunération est à charge de la SWDE.

Les émoluments des deux commissaires nommés par le Gouvernement wallon sont déterminés par le contrat de gestion et sont à charge de la SWDE.

TITRE V. — Assemblée générale

Composition et compétence

Art. 31. § 1^{er}. L'assemblée générale se compose des représentants des associés, des membres du conseil d'administration et des membres du comité de direction.

§ 2. Chaque associé ne peut se faire représenter à l'assemblée générale que par un seul délégué titulaire d'un mandat écrit.

Les associés disposent à l'assemblée générale d'un droit de vote correspondant au nombre de parts souscrites qu'ils détiennent, à l'exception des dispositions expresses prévues dans le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau, la loi ou les statuts.

Toutefois, nul ne peut prendre part au vote pour un nombre de parts dépassant la cinquième partie des parts représentées à l'assemblée.

§ 3. Pour la nomination des administrateurs, cette limite est calculée en faisant abstraction des parts de la Région, de la SPGE, des provinces et des intercommunales.

§ 4. L'assemblée générale exerce les pouvoirs lui attribués par la loi, le décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau et les présents statuts.

Tenue de l'assemblée générale

Art. 32. Le bureau de l'assemblée générale se compose du président et des vice-présidents du conseil d'administration ainsi que du directeur général.

L'assemblée est présidée par le président du conseil d'administration. En cas d'absence ou d'empêchement, le président est remplacé par le premier vice-président. En cas d'absence ou d'empêchement du premier vice-président, il est remplacé par le deuxième vice-président. En cas d'absence du deuxième vice-président, l'assemblée générale est présidée par l'administrateur le plus ancien. A égalité d'ancienneté, l'assemblée générale est présidée par l'administrateur le plus âgé.

Le directeur général assure le secrétariat.

En cas de vote, le bureau s'adjoint deux délégués des associés comme scrutateurs.

Une liste de présence indiquant les noms des associés et le nombre de parts qu'ils représentent est signée par chacun d'eux en entrant à l'assemblée.

Assemblée générale ordinaire

Art. 33. § 1^{er}. Il est tenu, chaque année, à Verviers, le dernier mardi du mois de mai, à quinze heures, une assemblée générale ordinaire des associés.

§ 2. L'assemblée générale annuelle entend les rapports de gestion des administrateurs, du commissaire-réviseur et du collège des commissaires et statue sur l'adoption des comptes annuels.

Après l'adoption des comptes annuels, l'assemblée se prononce sur la décharge des administrateurs, du commissaire-réviseur et du collège des commissaires.

Les comptes annuels sont déposés dans les trente jours de leur approbation au greffe du tribunal de commerce du siège de la SWDE.

§ 3. L'assemblée générale procède à l'élection des administrateurs, du commissaire-réviseur en remplacement des titulaires sortants, démissionnaires ou décédés, dont la nomination lui appartient.

Les représentants de la Région wallonne, de la SPGE, des provinces et des intercommunales ne peuvent participer à la désignation des administrateurs.

Assemblée générale extraordinaire

Art. 34. Le conseil d'administration peut convoquer à son initiative des assemblées générales extraordinaires.

Il doit les convoquer dans les trente jours, sur la demande du commissaire-réviseur ou d'associés représentant le cinquième du capital social. Cette demande est accompagnée d'un ordre du jour précisant ce qui doit être traité par l'assemblée.

Convocations

Art. 35. Les convocations pour toute assemblée générale contiennent l'ordre du jour et sont faites par lettres recommandées et par avis inséré au *Moniteur belge*, vingt jours au moins avant l'assemblée générale.

Celle-ci ne peut statuer sur un point qui ne figure pas à l'ordre du jour.

Vote

Art. 36. § 1^{er}. L'assemblée générale est régulièrement constituée quel que soit le nombre de parts représentées.

Les décisions sont prises à la majorité des voix émises. En cas de parité, la proposition est rejetée.

§ 2. Cependant, lorsqu'il s'agit de délibérer sur des modifications aux statuts, sur l'exclusion d'un associé, sur l'abandon de l'exploitation ou la cession de tout ou partie d'un service de distribution, l'assemblée n'est valablement constituée que si les membres qui assistent à la réunion représentent la moitié au moins du capital social et la moitié du capital détenu par les associés communaux.

Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle assemblée délibère valablement quelle que soit la partie du capital représentée par les associés présents.

Dans l'un comme dans l'autre cas et sans préjudice des autres conditions de majorité prévues par le Code des sociétés, notamment en matière de modification de l'objet social, aucune proposition n'est admise si elle ne réunit les voix de la majorité absolue des membres présents ou représentés.

Toute modification aux statuts doit être approuvée par le Gouvernement wallon.

§ 3. En ce qui concerne la procédure d'élection des administrateurs à la nomination de l'assemblée générale, chaque délégué doit voter pour un nombre de candidats égal au nombre de mandats à pourvoir, en tenant compte de la représentation proportionnelle préalablement dégagée, conformément à l'article 21 des présents statuts. Il y a possibilité de s'abstenir de tout vote. Tous les autres votes sont nuls. Chaque candidat choisi reçoit autant de voix que celles dont dispose le délégué. Sont élus, les candidats ayant obtenu le plus de voix sur chaque liste, à concurrence du nombre de mandats obtenus par la liste lors du calcul de la représentation proportionnelle et du nombre de mandats à pourvoir. En cas de parité, le(s) candidat(s) qui siègeait(ent) déjà est (sont) désigné(s) ou à défaut le(s) plus jeune(s).

§ 4. Le vote au scrutin secret est de droit s'il est demandé par dix associés et il est obligatoire pour les nominations et les révocations.

Le bureau doit prendre les mesures nécessaires pour assurer le secret absolu du vote.

§ 5. Le conseil d'administration fixe dans un règlement qu'il soumet à l'assemblée générale, le mode de délibération de celle-ci et les formalités nécessaires pour y être admis.

Procès-verbal

Art. 37. Le procès-verbal de l'assemblée générale est signé par les membres du bureau et par les associés qui le demandent.

TITRE VI. — *Les services, les comités consultatifs et les comités de zone constitués par sous-bassin hydrographique*

Les services

Art. 38. § 1^{er}. La SWDE est organisée en services de production et de distribution.

§ 2. La mission de service public de production d'eau est assurée dans le cadre d'un service de production qui regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission.

§ 3. La mission de service public de distribution d'eau est assurée dans le cadre de services de distribution. Chaque service de distribution regroupe les infrastructures nécessaires à la réalisation de cette mission sur le territoire des communes de ce service ou à tout le moins sur la partie du territoire desservie par la SWDE.

Composition et fonctionnement des comités consultatifs

Art. 39. § 1^{er}. Il existe pour chaque service en exploitation un comité consultatif.

§ 2. Les associés communaux, intercommunaux et provinciaux du service de production et la SPGE en forment le comité consultatif.

§ 3. Les associés de chaque service de distribution, à l'exclusion de la Région wallonne, de la SPGE et des provinces, en forment le comité consultatif.

§ 4. Chaque comité consultatif est présidé par un membre du conseil d'administration, désigné par celui-ci. L'administrateur ainsi désigné peut déléguer cette fonction à un représentant d'un associé du service concerné.

§ 5. Chaque comité consultatif se réunit au moins deux fois par an et examine les comptes annuels lors d'une de ces réunions.

§ 6. Chaque associé dispose d'une voix au sein des comités consultatifs dont il fait partie.

§ 7. Le conseil d'administration arrête les règles de fonctionnement des comités consultatifs sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale.

§ 8. Lorsque la compétence du service s'étend à l'ensemble de la société, une des deux réunions annuelles obligatoires précède la réunion de l'assemblée générale ordinaire au même endroit.

Compétences des comités consultatifs

Art. 40. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités consultatifs :

- 1° tout projet de fusion d'un service avec un ou plusieurs autres;
- 2° tout projet de modification des tarifs de vente de l'eau;
- 3° tout projet d'extension, de réduction ou de modification du service;
- 4° toute proposition d'admission d'un nouveau membre qui ferait éventuellement partie du service;
- 5° toute demande de démission ou toute proposition d'exclusion d'un associé qui fait partie du service;
- 6° tout projet de cession partielle ou totale d'un service de distribution à une commune ou à une intercommunale;
- 7° tout programme de travaux intéressant le service.

Composition et fonctionnement des comités de zone

Art. 41. § 1^{er}. Il est créé des comités de zone regroupant par sous-bassin hydrographique les services de distribution.

§ 2. Chaque comité de zone se réunit au moins une fois par an.

§ 3. La composition et les modalités de fonctionnement des comités de zone sont déterminées par le conseil d'administration.

§ 4. Sur décision unanime d'un comité consultatif, ses compétences peuvent être transférées au comité de zone concerné.

Compétences des comités de zone

Art. 42. Sont obligatoirement soumis à l'avis des comités de zone, les projets d'action à mener par la SWDE dans le cadre d'une gestion intégrée du cycle de l'eau et de l'amélioration de la qualité de l'eau.

Information des comités de zone

Art. 43. Les présidents des comités de zone sont invités au moins une fois par an à une réunion du conseil d'administration. Lors de cette réunion, une information sur les options stratégiques de la SWDE est présentée.

TITRE VII. — *Bilan. — Répartition*

Exercice social

Art. 44. L'exercice social commence le 1^{er} janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

Comptabilité - généralités

Art. 45. § 1^{er}. La SWDE établit sa comptabilité par année civile.

§ 2. Elle établit un système distinct de comptes pour les activités ayant trait à ses missions de service public, d'une part et pour ses autres activités, d'autre part.

Comptabilité d'exploitation

Art. 46. La SWDE tient outre sa comptabilité générale des comptabilités analytique et budgétaire.

Comptes annuels

Art. 47. § 1^{er}. A la fin de chaque exercice social, le conseil d'administration dresse l'inventaire, le bilan, le compte de résultats et son annexe. Ceux-ci sont soumis à l'approbation de l'assemblée générale.

L'annexe des comptes annuels contient un état récapitulatif des comptes relatifs aux missions de service public et un commentaire à ce sujet.

§ 2. Quinze jours avant l'assemblée, les comptes annuels comprenant le bilan et le compte de résultats avec l'annexe, les rapports du conseil d'administration, du commissaire-réviseur et du collège des commissaires sont déposés au siège social à la disposition des associés. Ces rapports sont établis conformément aux dispositions du Code des sociétés.

§ 3. Le conseil d'administration communique les comptes annuels accompagnés du rapport de gestion, du rapport du (des) commissaire(s)-réviseur(s) au Gouvernement wallon, avant le 30 juin de l'année suivant l'exercice concerné.

Comptabilité des services

Art. 48. § 1^{er}. Chaque service de production ou de distribution d'eau ainsi que chaque service dans le cadre duquel une mission de service public est assurée fait l'objet d'un compte séparé dans la comptabilité analytique d'exploitation.

§ 2. Les frais de structure et de fonctionnement non directement imputables sur les services sont répartis entre ceux-ci sur base de critères objectifs arrêtés par le conseil d'administration.

§ 3. Les charges financières des associés communaux et intercommunaux pour les investissements dans les services sont comptabilisées avant toute répartition du résultat.

Répartition du résultat

Art. 49. Le résultat du service de production et de chaque service de distribution sert à :

1. constituer à concurrence de 1/20^e de ce résultat la réserve légale commune à tous les services. La base de calcul de la réserve légale commune est la sommation globale des résultats bénéficiaires et déficitaires de tous les services. La constitution de la réserve légale commune cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social;

2. après constitution de cette réserve,

2.1. en ce qui concerne les services de distribution,

— 50 % sont attribués aux associés communaux et intercommunaux pour la dotation d'une réserve disponible pour l'aménagement, l'amélioration, le renouvellement et la transformation des infrastructures.

Le calcul de cette répartition est basé sur le nombre de raccordements de chaque associé.

L'utilisation de cette réserve est du ressort de l'assemblée générale sur proposition du programme des travaux à exécuter présenté par le conseil d'administration.

Lors de la clôture des comptes annuels, chaque associé peut demander pour l'assemblée générale qui suit la transformation de sa part de réserve en parts A.

— 50 % peuvent être versés, après avis du comité consultatif du service dont ils font partie, aux associés communaux et intercommunaux qui ont effectué des travaux d'aménagement, d'amélioration, de renouvellement et de transformation, notamment suite à des travaux de voirie et dans les bâtiments publics. L'objet de ces travaux doit être de participer à l'utilisation parcimonieuse de l'eau ainsi qu'à en assurer la qualité.

Le solde non utilisé pour les travaux précités est versé à la réserve disponible.

2.2. en ce qui concerne le service de production, le solde est porté en dotation d'une réserve disponible pour l'aménagement, l'amélioration, le renouvellement et la transformation des infrastructures de production.

Service déficitaire

Art. 50. § 1^{er}. Si le compte d'un service de distribution est clôturé par un solde négatif, celui-ci doit être apuré en espèces par les souscripteurs de parts sociales A de ce service, à l'exclusion de la Région wallonne, des provinces et de la SPGE.

Le montant à apurer est réparti parmi les associés communaux et intercommunaux proportionnellement aux quantités d'eau consommées sur leur territoire respectif.

Il doit être payé dans les deux mois à partir de la présentation du compte par la SWDE.

§ 2. Le service de production doit toujours être à l'équilibre.

TITRE VIII. — *Dispositions diverses*

Cession ou cessation d'exploitation d'un service de distribution

Art. 51. La SWDE peut être autorisée par le Gouvernement aux conditions à déterminer par lui :

1. à céder à une commune ou à une intercommunale tout ou partie de l'un de ses services de distribution d'eau;

2. à cesser l'exploitation d'un de ses services, sur la proposition de la majorité des associés communaux détenteurs des parts sociales souscrites dans ce service, pour autant que ceux-ci détiennent en outre la majorité du capital du service concerné.

En cas de cession partielle ou totale ou de cessation d'exploitation d'un service, les associés titulaires de parts sociales de ce service cessent de faire partie de la SWDE, à moins qu'ils ne soient détenteurs de parts se rapportant à d'autres services.

Il sera procédé à la liquidation de l'avoir social du service cédé ou abandonné.

Si les bases de la répartition de cet avoir n'ont pas été arrêtées au moment de la constitution du service, le montant de la part à restituer à chacun des associés sera fixé par le conseil d'administration après avis du comité consultatif du service concerné, sans préjudice de toutes réparations ou tous dommages et intérêts qui seraient dus à la SWDE.

Prise de participations

Art. 52. § 1^{er}. Le conseil d'administration décide à la majorité des deux tiers des voix exprimées de toute création de filiale ou prise de participations directes ou indirectes dans des sociétés, associations ou institutions, de droit public ou de droit privé, belges ou étrangères, dont l'objet social est en rapport avec le sien.

§ 2. Lorsque la SWDE décide de prendre ou céder des participations, elle en informe le Gouvernement wallon qui dispose d'un délai de trente jours à partir du moment où cette décision lui est communiquée, pour formuler toute observation qu'il juge utile ou, éventuellement, s'y opposer.

§ 3. Les représentants de la SWDE dans les sociétés dans lesquelles elle a pris une participation sont désignés par le conseil d'administration parmi les administrateurs, les membres du comité de direction et les membres du personnel.

§ 4. Tout représentant de la Société dans ce cadre est tenu :

1. de faire rapport au moins annuellement sur l'exercice de son mandat devant le conseil d'administration et, en tout cas, à la demande de celui-ci;

2. de répondre en tout temps devant le conseil d'administration à toute demande d'information qui lui est adressée par un commissaire du Gouvernement en ce qui concerne son mandat ou la situation de la société dans laquelle il a été désigné comme représentant de la SWDE.

Le mandat du représentant de la SWDE dans la ou les sociétés pour lesquelles il est désigné prend fin de plein droit lorsqu'il perd la qualité d'administrateur, de membre du comité de direction ou de membre du personnel.

§ 5. Les conditions auxquelles la SWDE pourrait associer une société où elle a une prise de participations à la mise en œuvre de ses missions de service public sont définies à l'article 18 du décret du 7 mars 2001 portant réforme de la Société wallonne des Distributions d'Eau.

Rachat d'installations existantes
et installations spécifiques de premier établissement : financement

Art. 53. Avec l'autorisation du Gouvernement wallon et en dérogation à l'article 430, § 1^{er}, du Code des sociétés, la SWDE peut contracter des emprunts ou émettre des obligations en représentation des annuités qui lui sont dues par les communes, les intercommunales, les provinces, la Région wallonne et la SPGE pour financer le rachat d'installations existantes ou des installations spécifiques de premier établissement.

Ces emprunts et obligations doivent être amortis en nonante ans au plus.

ANNEXE AUX STATUTS DE LA SOCIÉTÉ WALLONNE DES EAUX

Liste des associés arrêtée au 29 mai 2001

1. Communes

| | | |
|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| Amay | Erquennes | Lobbes |
| Andenne | Estaimpuis | Lontzen |
| Anderlues | Estinnes | Manage |
| Anthisnes | Eupen | Manhay |
| Antoing | Faimes | Marche-en-Famenne |
| Arlon | Farciennes | Martelange |
| Assesse | Fernelmont | Merbes-le-Château |
| Ath | Ferrières | Messancy |
| Aubange | Flémalle | Modave |
| Aubel | Fléron | Momignies |
| Aywaille | Fleurus | Mons |
| Baelen | Flobecq | Mont-de-l'Enclus |
| Bassenge | Floreffe | Montigny-le-Tilleul |
| Beaumont | Fontaine-l'Evêque | Morlanwelz |
| Beauraing | Frameries | Mouscron |
| Beuvechain | Frasnes-lez-Anvaing | Namur |
| Belœil | Froidchapelle | Nassogne |
| Berloz | Geer | Neufchâteau |
| Bernissart | Gembloux | Neupré |
| Bertogne | Gerpennes | Nivelles |
| Bertrix | Gesves | Ohey |
| Binche | Grâce-Hollogne | Olné |
| Blégny | Grez-Doiceau | Oreye |
| Bouillon | Ham-sur-Heure-Nalinnes | Orp-Jauche |
| Boussu | Hamois | Ouffet |
| Braine-l'Alleud | Hannut | Oupeye |
| Braine-le-Château | Hastière | Pecq |
| Braine-le-Comte | Havelange | Pepinster |
| Braives | Hélocine | Péruwelz |
| Brugelette | Hensies | Perwez |
| Brunehaut | Herbeumont | Plombières |
| Büllingen | Héron | Pont-à-Celles |
| Burdinne | Herstal | Profondeville |
| Celles | Herve | Quaregnon |
| Cerfontaine | Honnelles | Quévy |
| Chapelle-lez-Herlaimont | Houyet | Quiévrain |
| Charleroi | Huy | Raeren |
| Chastre | Incourt | Ramillies |
| Chaumont-Gistoux | Ittre | Rebecq |
| Chièvres | Jalhay | Remicourt |
| Chimay | Jemeppe-sur-Sambre | Rixensart |
| Ciney | Jodoigne | Rochefort |
| Colfontaine | Juprelle | Rumes |
| Comines | Jurbise | Sainte-Ode |
| Courcelles | La Bruyère | Saint-Georges-sur-Meuse |
| Couvin | La Hulpe | Saint-Ghislain |
| Crisnée | La Louvière | Sambreville |
| Dalhem | La Roche-en-Ardenne | Sankt Vith |
| Dinant | Léglise | Seneffe |
| Doische | Lens | Seraing |
| Donceel | Le Rœulx | Silly |
| Dour | Les Bons Villers | Sivry-Rance |
| Durbuy | Lessines | Soignies |
| Ecaussinnes | Leuze-en-Hainaut | Sombreffe |
| Eghezée | Liège | Soumagne |
| Ellezelles | Lierneux | Spa |
| Enghien | Limbours | Sprimont |
| Engis | Lincet | Stavelot |

Tenneville
Theux
Thimister-Clermont
Thuin
Tournai
Trooz
Tubize
Verlaine

Verviers
Vielsalm
Villers-le-Bouillet
Viroinval
Visé
Waimès
Walcourt

Walhain
Wanze
Waremme
Wasseiges
Welkenraedt
Wellin
Yvoir

2. Provinces

Province du Brabant wallon

Province du Hainaut

Province de Liège

Province du Luxembourg

Province de Namur

3. Région wallonne

4. Intercommunales et autres organismes

Aquasambre

A.I.E.

A.I.V.E.

C.I.L.E.

I.D.E.L.U.X.

I.D.E.M.L.S.

I.G.R.E.T.E.C.

I.N.A.S.E.P.

I.O.S.

S.L.F.

S.P.G.E.

S.P.I.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 28 juin 2001 portant approbation des statuts de la Société wallonne des Eaux.

Namur, le 28 juin 2001.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2001 — 2284

[C — 2001/27464]

28. JUNI 2001 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der Satzungen der « Société wallonne des Eaux » (Wallonische Wassergesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, insbesondere des Artikels 6, § 1;

Aufgrund des Dekrets vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der « Société wallonne des Distributions d'Eau »;

Aufgrund der Bekanntgabe am 1. Juni 2001 des Beschlusses zur Genehmigung der Satzungen der « Société wallonne des Eaux », die durch die außerordentliche Generalversammlung vom 29. Mai 2001 angenommen wurden;

Auf Vorschlag des Ministers der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

Beschließt:

Artikel 1 - Die Satzungen der « Société wallonne des Eaux », so wie sie durch die außerordentliche Generalversammlung vom 29. Mai 2001 genehmigt wurden, und in der Anlage wiedergegeben werden, werden genehmigt.

Art. 2 - Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 28. Juni 2001.

Der Minister-Präsident,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,

M. FORET

SATZUNGEN DER « SOCIETE WALLONNE DES EAUX »

- Titel I: Bezeichnung – Sitz – Gesellschaftszweck - Dauer
Artikel 1: Form und Bezeichnung
Artikel 2: Sitz
Artikel 3: Gesellschaftszweck
Artikel 4: Aufgaben öffentlichen Dienstes
Artikel 5: Dauer
Artikel 6: Zwingende Bestimmungen
- Titel II: Gesellschafter – Gesellschaftsanteile - Haftung
Artikel 7: Inhaber der Eigenschaft von Gesellschafter
Artikel 8: Kapital
Artikel 9: Gesellschaftsanteile– Freistellung – Schuldverschreibungen
Artikel 10: Haftung
Artikel 11: Gemeindliche Mehrheit
Artikel 12: Veräußerung von Anteilen
- Titel III: Register der Gesellschafter – Aufnahme – Rücktritt – Ausschluss
Artikel 13: Register der Gesellschafter
Artikel 14: Aufnahme
Artikel 15: Verlust der Eigenschaft von Gesellschafter
Artikel 16: Rücktritt
Artikel 17: Ausschluss
Artikel 18: Zurückziehung der Einzahlungen
- Titel IV: Verwaltung
Artikel 19: Allgemeines
Artikel 20: Verwaltungsrat
Artikel 21: Verhältnismäßige Bezeichnung eines Teils des Verwaltungsrats
Artikel 22: Freie gewordene Stelle als Verwalter
Artikel 23: Befugnisse des Verwaltungsrats
Artikel 24: Übertragung von Befugnissen
Artikel 25: Arbeitsweise des Verwaltungsrates
Artikel 26: Vorstand
Artikel 27: Befugnisse des Vorstandes
Artikel 28: Arbeitsweise des Vorstandes
Artikel 29: Aufsicht
Artikel 30: Kontrolle der Bücher
- Titel V: Generalversammlung
Artikel 31: Zusammensetzung und Zuständigkeit
Artikel 32: Führung der Generalversammlung
Artikel 33: Ordentliche Generalversammlung
Artikel 34: Außerordentliche Generalversammlung
Artikel 35: Einberufungen
Artikel 36: Abstimmung
Artikel 37: Protokoll
- Titel VI: Die Dienststellen, die beratenden Ausschüsse und die je nach Zwischeneinzugsgebiet gegründeten Gebietsausschüsse
Artikel 38: Die Dienststellen
Artikel 39: Zusammensetzung und Arbeitsweise der beratenden Ausschüsse
Artikel 40: Befugnisse der beratenden Ausschüsse
Artikel 41: Zusammensetzung und Arbeitsweise der Gebietsausschüsse
Artikel 42: Befugnisse der Gebietsausschüsse
Artikel 43: Information der Gebietsausschüsse
- Titel VII: Bilanz – Verteilung des Betriebsergebnisses
Artikel 44: Wirtschaftsjahr
Artikel 45: Buchführung - Allgemeines
Artikel 46: Betriebsbuchführung
Artikel 47: Jahresabschluss
Artikel 48: Buchführung der Dienststellen
Artikel 49: Verteilung des Betriebsergebnisses
Artikel 50: Negativer Saldo einer Dienststelle
- Titel VIII: Sonstige Bestimmungen
Artikel 51: Veräußerung oder Betriebseinstellung einer Versorgungsdienststelle
Artikel 52: Beteiligung
Artikel 53: Wiederkauf von bestehenden Anlagen oder von spezifischen Anlagen erster Einrichtung:
Finanzierung

TITEL I — *Bezeichnung — Sitz — Gesellschaftszweck — Dauer*

Form und Bezeichnung

Artikel 1 – Die Gesellschaft, die einen zivilen Gesellschaftszweck hat, nimmt die Form einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung an.

Sie wird als «Société wallonne des Eaux» (in der Kurzform S.W.D.E.) bezeichnet.

In den gesamten Akten, Rechnungen und Dokumenten werden unmittelbar vor oder nach dieser Bezeichnung die Wörter «Zivile Gesellschaft in der Rechtsform einer Genossenschaft mit beschränkter Haftung übernommen hat» hinzugefügt.

Die «S.W.D.E.» ist eine juristische Person öffentlichen Rechts und hat keinen kommerziellen Charakter.

Es wird von Artikel 66 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Sitz

Art. 2 – Der Gesellschaftssitz und die allgemeinen Dienststellen der «S.W.D.E.» werden in Verviers, rue de la Concorde 41, festgelegt.

Gesellschaftszweck

Art. 3 – § 1. Die «S.W.D.E.» hat zum Zweck:

- die Wassergewinnung;
- die Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- den Schutz der Grundwasservorkommen;
- die Durchführung jeglicher mit dem Wasserkreislauf verbundenen Maßnahme.

§ 2. In diesem Rahmen übt sie zwei Arten von Aufgaben aus:

— die als Aufgaben öffentlichen Dienstes bezeichneten Aufgaben, so wie sie in Artikel 4 der vorliegenden Satzungen erschöpfend angegeben sind und die ausschließlich auf dem Gebiet der Wallonischen Region ausgeübt werden;

— die sonstigen Aufgaben, die in der Durchführung jeglicher Maßnahme, die mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden ist, bestehen können und die im Sinne von Artikel 4 der vorliegenden Satzungen keine Aufgabe öffentlichen Dienstes bilden. Diese Tätigkeiten dürfen nur als eine Nebentätigkeit in der Gesamtheit der Tätigkeiten der «S.W.D.E.» betrachtet werden. Ihre Entwicklung und die in diesem Rahmen bewilligten Investitionen dürfen nicht zu einer Verringerung der Rechte oder einer Erhöhung der Pflichten der Gesellschafter, die Inhaber von Anteilen A und C sind, führen.

Aufgaben öffentlichen Dienstes

Art. 4 – § 1. Die Aufgaben öffentlichen Dienstes der «S.W.D.E.» bestehen aus:

- 1° der Wassergewinnung;
- 2° der Wasserversorgung mittels Rohrleitungen;
- 3° dem Schutz der Vorkommen von zu Trinkwasser aufbereitablem Wasser im Rahmen der Aufgaben, mit denen die SPGE durch Artikel 6, § 2, 2°, des Dekrets vom 15. April 1999 über den Wasserkreislauf und zur Einrichtung einer "Société publique de Gestion de l'Eau" (Öffentliche Gesellschaft für Wasserbewirtschaftung) beauftragt wird;
- 4° der Erfüllung von allen Verpflichtungen, die die mit dem Wasserkreislauf verbundenen gesetzlichen und verordnungsmäßigen Anforderungen bewirkt haben;
- 5° der Durchführung jeder den Versorgungsgesellschaften im Rahmen der verordnungsmäßigen Bestimmungen bezüglich der Festsetzung, der Einziehung, der Beitreibung, der Befreiung und der Rückerstattung der Abgabe für die Einleitung von industriellen und häuslichen Abwässern übertragenen Aufgabe;
- 6° den in Sachen Trinkwasserversorgung zu leistenden Diensten sozialer oder humanitärer Art.

Um diese Aufgaben zu erfüllen, kann die «S.W.D.E.» den Erwerb, den Bau, den Unterhalt, die Verwaltung und die Betreibung der notwendigen Infrastruktur vornehmen. Unter Infrastruktur versteht man insbesondere die Gesamtheit der Ausrüstungen zur Gewinnung, zur Zuleitung, zur Lagerung (Wassertürme, Behälter, ...), zur Rückförderung, zum Abpumpen, zur Behandlung, zur Verteilung, zum Abzählen und deren Zubehör sowie die Grundstücke, worauf sie sich befinden, einschließlich der Untergrundflächen und der Grunddienstbarkeiten, von denen die «S.W.D.E.» der Inhaber ist.

§ 2. Die Durchführung der der «S.W.D.E.» anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes benachteiligt nicht diejenigen, die eine vergleichbare Tätigkeit in der Wallonischen Region ausüben.

§ 3. Die Regeln, Modalitäten und Ziele, aufgrund deren die «S.W.D.E.» die ihr anvertrauten Aufgaben öffentlichen Dienstes durchführt, werden in einem zwischen der Wallonischen Region und der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäftsführungsvertrag bestimmt.

Dauer

Art. 5 – Die «S.W.D.E.» wird für eine unbegrenzte Dauer gegründet.

Ihre Auflösung kann nur durch ein Dekret beschlossen werden, das die Auflösungsmodalitäten und die Lage der Bediensteten bestimmen wird.

Zwingende Bestimmungen

Art. 6 – § 1. Die auf die Genossenschaften mit beschränkter Haftung anwendbaren gesetzlichen und vorschriftsmäßigen Bestimmungen sind auf die «S.W.D.E.» anwendbar, dies insofern das Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» wegen des öffentlichen Charakters der Gesellschaft nicht davon abweicht. Die vorgesehenen Abweichungen werden in den vorliegenden Satzungen angegeben.

§ 2. Die «S.W.D.E.» unterliegt nicht den Bestimmungen des Konkursgesetzes vom 8. August 1997 und des Gesetzes vom 17. Juli 1997 über den gerichtlichen Vergleich.

§ 3. Die «S.W.D.E.» kommt in den Genuss der Durchführungsimmunität für die Güter, die völlig oder teilweise für die Erfüllung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes bestimmt sind.

TITEL II — Gesellschafter — Gesellschaftsanteile — Haftung

Inhaber der Eigenschaft von Gesellschafter

Art. 7 – Die Wallonische Region, die «Société publique de gestion de l'Eau» (SPGE), die Provinzen, die Gemeinden, die Interkommunalen, die Personen öffentlichen oder privaten Rechts, deren Liste in der Anlage zu den vorliegenden Satzungen steht und fester Bestandteil dieser Satzungen ist, sowie jede Person, die durch den Verwaltungsrat gemäß den in Artikel 14 vorgesehen Modalitäten aufgenommen ist, haben die Eigenschaft von Gesellschafter.

Es wird von Artikeln 366 bis 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Kapital

Art. 8 – Das Gesellschaftskapital ist unbegrenzt.

Sein Grundbetrag ist auf 380 307 214,45 Euro festgelegt.

Der Festanteil des Kapitals beträgt 250 000 000 Euro.

Das Kapital ist ohne Abänderung der Satzungen veränderlich, für was diesen Festbetrag überschreitet.

Die Beteiligungen der «SPGE» innerhalb des Kapitals der «S.W.D.E.» dürfen 20 % nicht überschreiten.

Gesellschaftsanteile — Freistellung — Schuldverschreibungen

Art. 9 – § 1. Das Gesellschaftskapital besteht aus drei Arten von Anteilen:

— die A-Anteile, die Beteiligungen am Kapital der Gewinnungsdienststelle und der Versorgungsdienststellen mit einem Nennwert von jeweils 25 Euro darstellen. Diese Anteile können durch die Wallonische Region, die «SPGE», die Provinzen, die Interkommunalen, die Gemeinden und die Personen öffentlichen oder privaten Rechts gezeichnet werden. Ihr Name ist Ap-Anteile, wenn sie die Beteiligungen am Kapital der Gewinnungsdienststelle darstellen und Ad-Anteile, wenn sie die Beteiligungen am Kapital der Versorgungsdienststelle darstellen;

— die B-Anteile, die der Verwaltungsrat aufgrund spezifischer mit dem Gesellschaftszweck verbundener Tätigkeiten ausstellen darf. Bei ihrer Ausstellung legt der Verwaltungsrat den Nennwert, der 25 Euro nicht unterschreiten kann, fest und bestimmt die Rechte, die damit verbunden sind. Sie sind mit einer Kennzahl versehen, die ihre Identifizierung ermöglicht;

— die C-Anteile, die die Grundanteile mit einem Nennwert von 25 Euro sind.

Eine Anzahl Gesellschaftsanteile, die dem Festanteil des Kapitals entspricht, muss jederzeit ganz gezeichnet und eingezahlt sein.

§ 2. Jeder einer Kapitaleinlage entsprechende Anteil muss zu einem Viertel eingezahlt werden und jeder einer Sacheinlage entsprechende Anteil muss voll eingezahlt werden.

Außer den die Einlagen darstellenden Anteilen darf kein Wertpapier unter irgendwelcher Bezeichnung ausgestellt werden, das soziale Rechte darstellt oder Anrecht auf einen Gewinnanteil gibt.

§ 3. Für Sacheinlagen, die vorher durch einen Betriebsrevisor geschätzt werden, dürfen nur dann Anteile, die das Gesellschaftskapital darstellen, als Gegenleistung gewährt werden, wenn sie aus Aktivposten zusammengesetzt sind, die wirtschaftlich geschätzt werden können. Dies gilt nicht für die Aktiva, die aus Verpflichtungen in Bezug auf die Ausführung von Arbeiten oder Dienstleistungen bestehen. Es wird von Artikeln 395, 398, 399, 422 und 423 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Was die A-Anteile betrifft, werden diese an den vom Verwaltungsrat festgelegten und einen Monat im voraus mitgeteilten Daten eingezahlt, unter Vorbehalt der Möglichkeit für die Wallonische Region, die «SPGE», die Gemeinden und die Interkommunalen, sich durch Annuitäten von ihren Zeichnungen zu befreien.

Die Scheine für die gezeichneten Annuitäten werden der Gesellschaft sofort übermittelt. Sie sind unveräußerlich.

§ 4. Im Falle eines Zahlungsverzugs werden dem Betreffenden von Rechtswegen und ohne vorherige Zahlungsaufforderung Zinsen auferlegt, die zu dem im zivil- oder handelsrechtlichen Bereich legalen Zinssatz berechnet werden und der «S.W.D.E.» zukommen.

Unter Vorbehalt der Genehmigung der Generalversammlung und nach Stellungnahme des betreffenden beratenden Ausschusses kann der Verwaltungsrat nach einer zweimaligen Mahnung in zweimonatigen Abständen den Ausschluss der rückständigen Gesellschafter aussprechen. Der ausgeschlossene Gesellschafter ist berechtigt, bei der Wallonischen Regierung Berufung einzulegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Verwaltungsrats angehört hat.

§ 5. Ein Gesellschafter darf ohne die Erlaubnis des Verwaltungsrats keine Gelder einzahlen, die die eingeforderten anteilmäßigen Beträge überschreiten.

Haftung

Art. 10 – Die Gesellschafter können bis zur Höhe ihrer Einlagen mit den Schulden der Gesellschaft belegt werden. Es wird von Artikeln 401, 405 und 424 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Zwischen ihnen gibt es weder Solidarität noch Unteilbarkeit.

Gemeindliche Mehrheit

Art. 11 – Die gemeindlichen Aktionäre stellen zu jeder Zeit mindestens 50 % des Kapitals plus einen Anteil dar.

Was auch immer das Einlageverhältnis zwischen den verschiedenen Parteien bei der Kapitalgründung ist, die Gemeinden verfügen immer über die Stimmenmehrheit in den verschiedenen Geschäftsführungsorganen der «S.W.D.E.», mit Ausnahme des Vorstands.

Veräußerung von Anteilen

Art. 12 – Die C-Anteile dürfen nicht veräußert werden.

Die anderen Anteile eines Gesellschafters, der eine Person öffentlichen Rechts ist, dürfen nur an einen Gesellschafter, der ebenfalls eine Person öffentlichen Rechts ist, veräußert werden.

TITEL III — Register der Gesellschafter. — Aufnahme. — Rücktritt. — Ausschluss

Register der Gesellschafter

Art. 13 – § 1. Die «S.W.D.E.» führt am Gesellschaftssitz ein Register, das die Gesellschafter vor Ort einsehen können und das für jeden von ihnen Folgendes angibt:

1. seinen Namen, seine Vornamen bzw. seine Benennung und seinen Wohnsitz;

2. das Datum seiner Aufnahme, seines Rücktritts bzw. seines Ausschlusses;

3. die Anzahl Gesellschaftsanteile, die er besitzt, sowie die Zeichnungen neuer Anteile, die Rückzahlungen von Anteilen, die Abtretungen von Anteilen mit ihrem jeweiligen Datum;

4. den Betrag der vorgenommenen Einzahlungen und die als Rückzahlung der Anteile abgehobenen Summen.

§ 2. Die Eintragungen im Register der Gesellschafter erfolgen auf der Grundlage der datierten und unterzeichneten Beweisstücke. Sie erfolgen in der Reihenfolge ihres Datums.

Eine Kopie der sie betreffenden Vermerke, die im Register der Gesellschafter aufgeführt sind, wird den Inhabern ausgehändigt, wenn sie dies schriftlich beantragen.

Diese Kopien können im Gegensatz zu den im Register der Gesellschafter eingetragenen Vermerken nicht als Beweisstücke dienen.

Der Rücktritt eines Gesellschafters wird durch seinen Vermerk im Register der Gesellschafter festgestellt.

Aufnahme

Art. 14 – § 1. Die Aufnahme von neuen Gesellschaftern wird vom Verwaltungsrat ausgesprochen, der die Bedingungen für ihre Aufnahme festlegt.

Um Gesellschafter zu werden, müssen die Personen privaten Rechts vorher durch die Regierung dazu befugt werden.

§ 2. Wenn die neuen Gesellschafter einer bereits bestehenden Dienststelle angehören sollen, darf der Verwaltungsrat erst dann eine Entscheidung treffen, nachdem er den beratenden Ausschuss dieser Dienststelle angehört hat.

Wenn der Beitritt eines neuen Gesellschafters einer Dienststelle eine Erhöhung des Kapitals der Dienststelle erfordert, darf der Verwaltungsrat die Aufnahme erst nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses dieser Dienststelle aussprechen.

Wenn der Verwaltungsrat die Aufnahme ablehnt, kann der bewerbende Gesellschafter Berufung bei der Wallonischen Regierung einlegen, die eine Entscheidung trifft, nachdem sie die Erklärungen des Rats angehört hat.

§ 3. Jeder neue Gesellschafter muss ab seiner Aufnahme auf den Betrag seiner Beteiligung in A-Anteilen eine Summe einzahlen, die den Einzahlungen proportional ist, die auf den Anteil am A-Kapital von den anderen Gesellschaftern der Dienststelle, der er angehört, eingefordert worden sind.

Die Bedingungen für die Einzahlung der anderen Kategorien von Anteilen, die von einem neuen Gesellschafter gezeichnet sind, werden vom Verwaltungsrat bestimmt.

Verlust der Eigenschaft von Gesellschafter

Art. 15 – Die Gesellschafter hören durch ihren Rücktritt, ihren Ausschluss oder ihren Tod oder im Falle einer Entmündigung, eines Konkurses oder einer Zahlungsunfähigkeit auf, der «S.W.D.E.» anzugehören.

Rücktritt

Art. 16 – Jedes Rücktrittsgesuch eines Gesellschafters wird dem Verwaltungsrat übermittelt, der einen Bericht über diesen Antrag erstattet.

Der Bericht des Rates wird dem beratenden Ausschuss der Dienststelle(n), der (denen) der Betroffene angehört, zur Stellungnahme vorgelegt.

Der Verwaltungsrat legt der allernächsten Generalversammlung das Rücktrittsgesuch des Gesellschafters zusammen mit dem Bericht des Verwaltungsrates und der Stellungnahme des beratenden Ausschusses bzw. der beratenden Ausschüsse vor. Diese Generalversammlung beschließt über den Antrag.

Der Rücktritt ist nur mit dem Einverständnis von zwei Dritteln der Mitglieder der Generalversammlung erlaubt.

Im Falle einer Ablehnung durch die Generalversammlung kann der antragstellende Gesellschafter bei der Wallonischen Regierung Berufung einlegen. Das Berufungsschreiben muss dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe der Ablehnung per Einschreibebrief zugeschickt werden.

In Abweichung von Artikeln 374 und 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschiedenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses der Dienststelle vom Verwaltungsrat festgelegt.

Ausschluss

Art. 17 – Wenn ein Gesellschafter die Verbindlichkeiten, die er der «S.W.D.E.» gegenüber eingegangen ist, nicht erfüllt, kann sein Ausschluss durch einen mit Gründen versehenen Beschluss des Verwaltungsrates aufgrund des Gutachtens des beratenden Ausschusses der Dienststelle(n), der (denen) er angehört, ausgesprochen werden.

Im Falle einer Unstimmigkeit kann der ausgeschlossene Gesellschafter bei der Wallonischen Regierung Berufung einlegen. Das Berufungsschreiben muss dem Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Wasser gehört, innerhalb von dreißig Tagen ab der Bekanntgabe des Ausschlusses per Einschreibebrief zugeschickt werden.

In Abweichung von Artikeln 374 und 376 des Gesetzbuches über die Gesellschaften wird der Betrag des Anteils, der dem ausgeschlossenen Gesellschafter zurückzuzahlen ist, nach Stellungnahme des beratenden Ausschusses der Dienststelle vom Verwaltungsrat festgelegt.

Es wird von Artikel 370 des Gesetzbuches über die Gesellschaften abgewichen.

Zurückziehung der Einzahlungen

Art. 18 – § 1. Einzahlungen dürfen nur mit der Erlaubnis des Verwaltungsrats zurückgezogen werden, es sei denn, es wird bei der Generalversammlung Berufung eingelegt.

§ 2. Die Berufung bei der Generalversammlung muss dem Vorsitzenden des Verwaltungsrates innerhalb des Monats, der dem Beschluss der Ablehnung durch den Verwaltungsrat folgt, zugestellt werden. Der Vorsitzende ist verpflichtet, den Punkt in die Tagesordnung der allernächsten Generalversammlung aufzunehmen.

TITEL IV — *Verwaltung*

Allgemeines

Art. 19 – Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat verwaltet. Die tägliche Führung, die Vertretung der «S.W.D.E.» sowie die Durchführung der Beschlüsse des Verwaltungsrates werden von einem Vorstand gewährleistet.

Verwaltungsrat

Art. 20 – § 1. Der Verwaltungsrat umfasst siebzehn Mitglieder, worunter einen Vorsitzenden und zwei Vizevorsitzende.

§ 2. Die Generalversammlung regelt alles, was die Zuständigkeiten und die Bezüge des Vorsitzenden, der zwei Vizevorsitzenden und der Verwalter betrifft.

§ 3. Das Mandat des Vorsitzenden, der Vizevorsitzenden und der anderen Verwalter dauert sechs Jahre; es kann für die gleiche Dauer ein einziges Mal verlängert werden. Das Mandat läuft von Rechts wegen am Tage ab, an dem die betroffene Person fünfundsechzig Jahre alt wird.

§ 4. Die Erneuerung des Verwaltungsrats erfolgt bei der ersten ordentlichen Generalversammlung, die nach den Provinz- und Gemeinderatswahlen stattfindet.

§ 5. Neun Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Generalversammlung gewählt. Acht Verwaltungsratsmitglieder werden durch die Regierung ernannt, wobei zwei von ihnen durch die «SPGE» vorgeschlagen werden.

Die durch die Generalversammlung gewählten Verwaltungsratsmitglieder müssen die Eigenschaft eines Bürgermeisters, eines Schöffen oder eines Gemeinderatsmitglieds einer angeschlossenen Gemeinde besitzen.

Jede Bewerbung um ein Mandat als durch die Generalversammlung gewähltes Verwaltungsratsmitglied muss dem Vorsitzenden spätestens drei Werktage vor der Tagung der Generalversammlung per Einschreibebrief zugestellt werden.

Der Verwalter, der ebenfalls Gemeinderatsmitglied oder Bürgermeister ist und der diese Eigenschaft verlieren sollte, gilt als von Rechts wegen rücktretend und wird bei der ersten Generalversammlung, die dem Verlust dieser Eigenschaft folgt, ersetzt.

§ 6. Die Regierung ernennt den Vorsitzenden des Verwaltungsrates. Der erste Vizevorsitzende und der zweite Vizevorsitzende werden durch den Verwaltungsrat unter seinen Vertretern bezeichnet. Mindestens eine dieser drei Funktionen ist einem der durch die Generalversammlung ernannten Mitglieder vorbehalten.

§ 7. Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der erste Vizevorsitzende.

Wenn der erste Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der zweite Vizevorsitzende.

Wenn der zweite Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz des Rats vom Mitglied geführt, das am längsten im Amt ist. Bei gleichem Amtsalter wird der Vorsitz des Rats vom ältesten Mitglied geführt.

§ 8. Zu jeder Zeit kann der Vorsitzende die Bücher, die Korrespondenz, die Protokolle und im Allgemeinen alle Unterlagen und alle Geschäftsbücher der «S.W.D.E.» an Ort und Stelle einsehen. Er kann alle Erklärungen und Auskünfte von dem Vorstand und den Bediensteten der «S.W.D.E.» anfordern und alle Überprüfungen vornehmen, die er bei der Durchführung seines Mandats als notwendig betrachtet.

§ 9. Der Verwaltungsrat kann einen oder mehrere Beobachter zuziehen, die den Versammlungen mit beratender Stimme beiwohnen.

Verhältnismäßige Bezeichnung eines Teils des Verwaltungsrats

Art. 21 – § 1. Die durch die Generalversammlung gewählten Verwalter werden verhältnismäßig zu der Gesamtheit der Gemeinderäte der angeschlossenen Gemeinden bezeichnet, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden.

§ 2. Für die Berechnung dieser Proportionalvertretung wird die Bedeutung eines jeden gemeindlichen Gesellschafters im Verhältnis zu der Anzahl der von ihm gehaltenen Gesellschaftsanteile gewichtet. Diese Anzahl wird am 31. Dezember des Jahres vor dem Jahr der Erneuerung des Verwaltungsrats festgesetzt.

§ 3. Für die Berechnung der Verteilung der Mandate wird eine Tabelle fertiggestellt. Für jede angeschlossene Gemeinde gibt die Tabelle die Anzahl der von ihr gehaltenen Gesellschaftsanteile, die Anzahl von Gemeinderatsmitgliedern, den Gewichtungskoeffizienten (Anzahl Gesellschaftsanteile/Anzahl Gemeinderatsmitglieder) sowie die Verteilung der Gemeinderatsmitglieder pro politische Partei, die eine nationale Ordnungsnummer hat, wobei die etwaigen freiwilligen individuellen Listenverbindungs- bzw. Zusammenschlusserklärungen berücksichtigt werden, oder pro Verband, wobei die eventuellen unabhängigen Ratsmitglieder ebenfalls berücksichtigt werden, an.

Der Koeffizient wird dann für jede angeschlossene Gemeinde auf die gewählten oder verbundenen Gemeinderatsmitglieder für jede politische Partei angewandt. Dieselbe Maßnahme wird für die Verbände von Ratsmitgliedern und für die unabhängigen Mitglieder benutzt.

Eine Gesamtzahl wird für jede Liste oder jeden Verband errechnet.

Diese Gesamtzahlen werden durch 1, 2, 3, 4 usw. dividiert. Die so erhaltenen Quotienten werden in der degressiven Reihenfolge eingeordnet, bis eine Anzahl von Quotienten erreicht ist, die der Anzahl der zu vergebenden Mandate entspricht. Der letzte Quotient dient als Divisor.

Jeder Liste oder jedem Verband werden ebensoviele Sitze, wie ihre bzw. seine Gesamtzahl diesen Divisor umfasst, erteilt.

Die Verteilung, die vor jeder gesamten Erneuerung des Verwaltungsrats auf diese Weise festgelegt ist, bleibt während der gesamten Dauer des Mandats der gemäß dieser Verteilung gewählten Verwalter anwendbar.

§ 4. Die Verteilung der zu vergebenden Mandate wird den Gesellschaftern gleichzeitig mit dem Aufruf an die Kandidaten bei der Einberufung der Generalversammlung, die die Erneuerung vornehmen muss, mitgeteilt.

Frei gewordene Stelle als Verwalter

Art. 22 – Wenn eine Stelle als durch die Generalversammlung zu ernennendes Verwaltungsratsmitglied frei wird, haben die verbleibenden Verwaltungsratsmitglieder gemäß der in Artikel 21 der vorliegenden Satzungen bestimmten Proportionalregel das Recht, diese Stelle vorläufig zu besetzen, bis eine endgültige Ernennung durch die nächste Generalversammlung stattfindet.

Derjenige, der den Vorsitzenden, einen Vizevorsitzenden oder ein Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf dessen Mandats ersetzen soll, beendet das abgebrochene Mandat.

Befugnisse des Verwaltungsrats

Art. 23 – Der Verwaltungsrat ist dazu befugt, alle für die Verwirklichung des Gesellschaftszwecks der «S.W.D.E.» notwendigen oder nützlichen Handlungen zu verrichten, mit Ausnahme derjenigen, die laut dem Gesetz, den Satzungen oder dem Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» der Generalversammlung vorbehalten sind.

Der Verwaltungsrat kontrolliert die tägliche Führung, die durch den Vorstand, der regelmäßig bei dem Verwaltungsrat Bericht erstattet, gewährleistet wird. Der Verwaltungsrat oder sein Vorsitzender kann zu jeder Zeit den Vorstand um einen Bericht über die Tätigkeiten der Gesellschaft oder über bestimmte dieser Tätigkeiten bitten.

Neben den Befugnissen, die das Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» ihm ausdrücklich verleihen, sorgt er für sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft, insbesondere die folgenden:

Er setzt das Kapital für jede Dienststelle fest.

Er befindet über die Ausgabe neuer Kategorien von Anteilen; er beschließt bei jeder Ausgabe neuer Kategorien von Anteilen, welche Vorteile diese Anteile genießen werden.

Er setzt die dezentralisierten Strukturen ein und befindet über die Errichtung, die Übernahme und die Erweiterung der Wasserversorgungsdienststellen sowie, aufgrund des gleichlautenden Gutachtens der betreffenden beratenden Ausschüsse, über die Fusion dieser Dienststellen.

Er setzt die Tarife fest und ändert sie ab.

Er nimmt das Verwaltungs- und Besoldungsstatut des Personals, den Stellenplan des Personals und die Arbeitsregelung an.

Er ernennt die Bediensteten und stellt die Bediensteten der Stufe 1 ein.

Er urteilt über die Einsprüche in Sachen einstweilige Amtsenthebung und Absetzung von Bediensteten und Angestellten;

Er befindet über den Erwerb oder die Veräußerung aller beweglichen und unbeweglichen Güter.

Er bestimmt unter den auf gutlichem Wege vorgenommenen Immobilienerwerben diejenigen, die gemeinnützig sind und nimmt mit der vorherigen Erlaubnis der Wallonischen Regierung die Enteignungen im Namen der «S.W.D.E.» vor.

Jedes Jahr stellt er ein Inventar auf und erstellt die Jahresabrechnungen und einen Rechenschaftsbericht in der durch das Gesetz vorgeschriebenen Weise und übermittelt der Wallonischen Regierung oder dem Mitglied, das diese zu diesem Zweck beauftragt, einen Bericht über die Geschäfte und die Lage der «S.W.D.E.». Diesem Bericht wird die letzte Bilanz beigefügt.

Er bestimmt den Betrag der eventuellen Anwesenheitsgelder der Vertreter der Gesellschafter in den beratenden Ausschüssen oder bei der Generalversammlung.

Er beschließt mit der Zweidrittelmehrheit über die Gründung von Tochtergesellschaften und die direkten oder indirekten Beteiligungen am Kapital von öffentlichen oder privaten, belgischen oder ausländischen Einrichtungen bzw. Gesellschaften, deren Gesellschaftszweck mit dem Zweck der «S.W.D.E.» verbunden ist.

Er legt der Generalversammlung der Gesellschafter jedes Jahr einen Bericht über den Stand der vorerwähnten Beteiligungen vor.

Unter den Verwaltern, den Mitgliedern des Vorstandes und den Personalmitgliedern der «S.W.D.E.» bezeichnet er die Vertreter der «S.W.D.E.».

Er genehmigt mit der Zweidrittelmehrheit die Geschäftsführungsverträge, die mit der Wallonischen Region abzuschließen sind.

Er genehmigt die Anleihen und die Ausgabe von Schuldverschreibungen.

Er nimmt das Investitionsprogramm an.

Übertragung von Befugnissen

Art. 24 – Der Verwaltungsrat kann alle seine Befugnisse oder einen Teil davon dem Vorstand übertragen, dies mit Ausnahme der folgenden Befugnisse:

1° die Bestimmung der allgemeinen Politik der «S.W.D.E.»;

2° alle Befugnisse, die laut dem Gesetz, dem Dekret vom 7. März zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» oder den vorliegenden Satzungen ausdrücklich dem Verwaltungsrat vorbehalten sind.

In jeder Übertragungsurkunde werden die durch diese Übertragung betroffenen Befugnisse eindeutig genannt.

Jegliche Übertragung von Befugnissen darf nicht länger als ein Jahr dauern und kann erneuert werden. Die Modalitäten für diese Erneuerung werden vom Verwaltungsrat festgelegt.

Arbeitsweise des Verwaltungsrates

Art. 25 – § 1. Der Verwaltungsrat tagt jedesmal, wenn das Interesse der «S.W.D.E.» es verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder durch denjenigen einberufen, der ihn ersetzt. Der Rat muss zusammentreten, wenn mindestens ein Drittel der Verwalter es beantragen.

§ 2. Die Beratungen und die Beschlüsse des Verwaltungsrates sind nur dann rechtsgültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der anwesenden Stimmen gefasst, vorbehaltlich der in den vorliegenden Satzungen, dem Gesetzbuch über die Gesellschaften oder dem Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» erwähnten Ausnahmen.

Außer bei zwingenden Gründen ist der Verwaltungsrat nicht berechtigt, über einen Punkt, der nicht auf der Tagesordnung steht, zu beschließen.

Bei Stimmgleichheit innerhalb des Verwaltungsrates entscheidet die Stimme des Vorsitzenden der Sitzung. Bei einer Enthaltung des Vorsitzenden der Sitzung und bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag abgelehnt.

§ 3. Wenn nach ordnungsgemäßen Einberufungen zweimal nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der Sitzung, die der dritten Einberufung folgt, für die Punkte, die dreimal nacheinander auf die Tagesordnung gesetzt worden sind, beschlussfähig, ganz gleich wieviel Mitglieder anwesend sind.

§ 4. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden durch Protokolle festgehalten, die in ein im Sitz der «S.W.D.E.» geführtes Sonderregister eingetragen werden. Die Protokolle werden von den Mitgliedern, die an der Beratung teilgenommen haben, unterschrieben.

§ 5. Der Verwaltungsrat legt seine allgemeine Dienstordnung fest, in der insbesondere die Fristen für die Einberufungen zu den Sitzungen und die Form der Einberufungen bestimmt sind.

Vorstand

Art. 26 – § 1. Der Vorstand setzt sich aus drei Mitgliedern zusammen: ein Generaldirektor, der den Vorsitz führt, und zwei beigeordnete Generaldirektoren. Seine Beratungen sind nur dann rechtsgültig, wenn mindestens zwei Mitglieder anwesend sind.

§ 2. Die Vorstandsmitglieder werden von der Wallonischen Regierung für ein erneuerbares sechsjähriges Mandat ernannt.

Falls ein Mitglied bei seiner Ernennung älter als neunundfünfzig Jahre ist, reduziert die Regierung die Dauer seines Mandats so, dass sein Ende mit dem fünfundsechzigsten Geburtstag dieses Mitglieds übereinstimmt.

§ 3. Die Vorstandsmitglieder können nur durch die Regierung entlassen werden:

1° entweder auf Vorschlag des Verwaltungsrates;

2° oder auf Initiative der Regierung, nach Begutachtung durch den Verwaltungsrat.

§ 4. Die Entlohnung der Vorstandsmitglieder geht zu Lasten der «S.W.D.E.».

Befugnisse des Vorstandes

Art. 27 – § 1. Gemäß dem Prinzip der «corporate governance» bildet der Vorstand das Betriebsführungsorgan der «S.W.D.E.»

§ 2. Die tägliche Führung umfasst insbesondere:

Die Einstellung der Bediensteten, mit Ausnahme der Bediensteten der Stufe 1, die zeitweilige Enthebung des Amtes, die Absetzung der gesamten Bediensteten und Angestellten und die Bestimmung ihrer Zuständigkeiten und Dienstposten;

Der Erwerb aller beweglichen und unbeweglichen Güter; der Abschluss jegliches Abkommens, das Tätigen jegliches Kaufs und der Abschluss jegliches Geschäfts für die Errichtung und die Bewirtschaftung der Dienste, nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen;

Die Aufnahme der Anleihen und die Ausgabe der Schuldverschreibungen; die Leistung von Sicherheiten als Bürgschaft für die von der «S.W.D.E.» eingegangenen Verbindlichkeiten und die Annahme von Sicherheiten, die für die ihr gegenüber eingegangenen Verbindlichkeiten geleistet werden;

Die Anlage des verfügbaren Kapitals und die Verfügung über die Depositen und Kontokorrenteinlagen;

Die interne Organisation;

Die Bildung der technischen und anderen Komitees, die für notwendig gehalten werden;

Die Strafverfolgungen;

Die Befugnis, zu verhandeln sowie Vergleiche und Schiedsverträge zu schließen, nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen;

Die Annahme aller Beträge und Wertpapiere, die der «S.W.D.E.» zustehen; der Verzicht auf die dinglichen Rechte, Vorzugsrechte und Nichtigkeitsklagen nach den durch den Verwaltungsrat gegebenen Befugnisübertragungen und die Erteilung der Genehmigung zur Löschung der Eintragung der Vorzugsrechte oder Hypotheken sowie zur Aufhebung der Auffassung hypothekarisch belasteter Grundstücke, der Pfändungen, der Zahlungssperre und aller anderen Hindernisse, ohne Zahlungen nachweisen zu müssen;

In Durchführung der Resolutionen des Verwaltungsrats, die Unterschreibung der Abkommen und Urkunden jeglicher Art, ohne irgendeine Vollmacht erweisen zu müssen;

Die Ausfertigung der Abschriften der Protokolle des Verwaltungsrats, der Hauptversammlung und der beratenden Ausschüsse sowie die Auszüge aus diesen Protokollen;

Die Eintragungen im Register der Gesellschafter sowie die Ausfertigung der Auszüge aus diesem Register;

Die gewerkschaftlichen Verhandlungen und die Vertretung der «S.W.D.E.» innerhalb der Konzertierungs- und Verhandlungsorganen.

§ 3. Die Vorstandsmitglieder wohnen den Versammlungen des Verwaltungsrates mit beratender Stimme bei.

Arbeitsweise des Vorstandes

Art. 28 – § 1. Die Beratungen des Vorstandes erfolgen auf kollegiale Weise.

§ 2. Eine allgemeine Dienstordnung, die die Arbeitsweise des Vorstandes festlegt, wird vom Verwaltungsrat genehmigt.

§ 3. Der Vorstand wird durch den Generaldirektor gültig vertreten, der außerdem mit der Durchführung der Beschlüsse des besagten Vorstandes beauftragt ist.

§ 4. Wenn der Generaldirektor abwesend oder verhindert ist, wird sein Amt durch einen beigeordneten Generaldirektor ausgeübt.

Wenn der Generaldirektor und die beiden beigeordneten Generaldirektoren abwesend oder verhindert sind, bezeichnet der Verwaltungsrat eins seiner Mitglieder, um ihre Ämter zeitweilig auszuüben.

Aufsicht

Art. 29 – § 1. Die «S.W.D.E.» unterliegt der Kontrollbefugnis der Wallonischen Regierung. Was die Aufgaben öffentlichen Dienstes betrifft, wird diese Kontrolle von zwei Regierungskommissaren ausgeübt, die durch die Regierung ernannt und entlassen werden.

§ 2. Die Regierungskommissare, die individuell bzw. gemeinsam handeln, sorgen für die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen, des Geschäftsführungsvertrags und, gegebenenfalls, des vorläufigen Geschäftsführungsplans.

Die Regierungskommissare werden zu allen Versammlungen des Verwaltungsrates eingeladen. Bei der Durchführung ihrer Aufgabe verfügen sie über die weitgehendsten Befugnisse.

Die Regierungskommissare können innerhalb einer Frist von vier vollen Tagen einen Einspruch bei der Regierung gegen jeglichen Beschluss erheben, den sie als im Gegensatz zum Gesetz, zum Dekret, zu den Satzungen, zu dem Geschäftsführungsvertrag oder, gegebenenfalls, zu dem vorläufigen Geschäftsführungsplan betrachten.

Diese Frist läuft ab dem Tag der Versammlung, bei welcher der Beschluss gefasst worden ist, insofern die Regierungskommissare ordnungsgemäß geladen worden sind, und, wenn dies nicht der Fall ist, ab dem Tag, an dem sie ihn zur Kenntnis genommen haben. Dieser Einspruch hat aufschiebende Wirkung.

Wenn die Regierung innerhalb einer Frist von zwanzig vollen Tagen, die am selben Tag wie die im Absatz 4 dieses Paragraphen erwähnte Frist anfängt, die Nichtigkeit nicht erklärt hat, wird der Beschluss endgültig. Die Regierung stellt die Nichtigkeitserklärung dem Geschäftsführungsorgan zu.

§ 3. Wenn die Beachtung des Gesetzes, des Dekrets, der Satzungen oder des Geschäftsführungsvertrags es erforderlich macht, kann die Regierung den Verwaltungsrat durch die Vermittlung eines Regierungskommissars auffordern, über jegliche von ihr bestimmte Angelegenheit innerhalb der von ihr festgesetzten Frist zu beraten.

§ 4. Den Regierungskommissaren werden dieselben Entlohnungen, Vergütungen und Fahrtentschädigungen, die den gemeinen Mitgliedern des Verwaltungsrats gewährt werden, zugeteilt.

Diese Beträge gehen zu Lasten der «S.W.D.E.».

Kontrolle der Bücher

Art. 30 - § 1. Die Kontrolle der finanziellen Lage, des Jahresabschlusses und der Richtigkeit der in dem Jahresabschluss festzustellenden Buchungen in Bezug auf die Vorschriften und die Satzungen wird einem aus drei Mitgliedern bestehenden Kollegium der Rechnungsprüfer anvertraut.

Ihre Beratungen erfolgen auf kollegiale Weise.

Ihre Berichte und Bemerkungen werden der Wallonischen Regierung und der Generalversammlung mitgeteilt.

§ 2. Der Vorsitzende des Kollegiums wird durch die Generalversammlung unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften bezeichnet. Er besitzt die Eigenschaft eines Kommissar-Revisors.

Die anderen zwei Mitglieder werden durch die Regierung ernannt, eins unter den Mitgliedern des Instituts der Betriebsrevisoren und das andere auf Vorschlag des Rechnungshofes.

Die Kommissare werden für einen erneuerbaren Zeitraum von drei Jahren ernannt. Während ihres Mandats können sie nur aus berechtigten schwerwiegenden Gründen entlassen werden.

§ 3. Die Generalversammlung bestimmt die Entlohnung des Kommissar-Revisors. Diese Entlohnung geht zu Lasten der «S.W.D.E.».

Die Entlohnung der beiden durch die Wallonische Regierung ernannten Kommissare wird in dem Geschäftsführungsvertrag bestimmt und geht zu Lasten der «S.W.D.E.».

TITEL V — Generalversammlung

Zusammensetzung und Zuständigkeit

Art. 31 - § 1. Die Generalversammlung umfasst die Vertreter der Gesellschafter, die Mitglieder des Verwaltungsrats und die Mitglieder des Vorstandes.

§ 2. Jeder Gesellschafter darf sich bei der Generalversammlung nur von einem einzigen Beauftragten durch eine schriftliche Vollmacht vertreten lassen.

Die Gesellschafter verfügen bei der Generalversammlung über ein Stimmrecht, das der Anzahl der gezeichneten Gesellschaftsanteile, die sie halten, entspricht, mit Ausnahme der ausdrücklichen, in dem Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau», im Gesetz und in den Satzungen vorgesehenen Bestimmungen.

Bei einer Abstimmung darf die Anzahl Stimmen eines Einzelnen jedoch ein Fünftel der bei der Generalversammlung vertretenen Anteile nicht überschreiten.

§ 3. Für die Ernennung der Verwalter wird diese Grenze durch Beiseitelassung der Anteile der Region, der «SPGE», der Provinzen und der Interkommunalen berechnet.

§ 4. Die Generalversammlung übt die Befugnisse aus, die ihr durch das Gesetz, das Dekret vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» und die vorliegenden Satzungen erteilt werden.

Führung der Generalversammlung

Art. 32 - Das Präsidium der Generalversammlung umfasst den Vorsitzenden und den Vizevorsitzenden des Verwaltungsrats sowie den Generaldirektor.

Den Vorsitz der Versammlung übernimmt der Vorsitzende des Verwaltungsrats. Wenn der Vorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der erste Vizevorsitzende. Wenn der erste Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, ersetzt ihn der zweite Vizevorsitzende. Wenn der zweite Vizevorsitzende abwesend oder verhindert ist, wird der Vorsitz der Generalversammlung vom Verwalter geführt, das am längsten im Amt ist. Bei gleichem Amtsalter wird der Vorsitz der Generalversammlung vom ältesten Verwalter geführt.

Der Generaldirektor übernimmt die Schriftführung.

Bei einer Abstimmung zieht das Präsidium zwei Beauftragte der Gesellschafter als Stimmzähler heran.

Eine Anwesenheitsliste mit den Namen der Gesellschafter und der Anzahl Anteile, die sie vertreten, wird von jedem von ihnen beim Eintreffen bei der Generalversammlung unterschrieben.

Ordentliche Generalversammlung

Art. 33 - § 1. Jedes Jahr findet am letzten Dienstag des Monats Mai, um 15 Uhr in Verviers eine ordentliche Generalversammlung der Gesellschafter statt.

§ 2. Die jährliche Generalversammlung hört die Geschäftsberichte der Verwalter, des Kommissar-Revisors und des Kollegiums der Kommissare an und befindet über die Verabschiedung der Jahresabrechnungen.

Nach Verabschiedung der Jahresabrechnungen entscheidet die Versammlung über die Entlastung der Verwalter, des Kommissar-Revisors und des Kollegiums der Kommissare.

Die Jahresabrechnungen werden nach ihrer Genehmigung binnen dreißig Tagen bei der Kanzlei des Handelsgerichts des Sitzes der «S.W.D.E.» hinterlegt.

§ 3. Die Hauptversammlung nimmt die Wahl der Verwalter, des Kommissar-Revisors vor, die die ausscheidenden oder verstorbenen Inhaber, für deren Ernennung sie zuständig ist, ersetzen sollen.

Die Vertreter der Wallonischen Region, der «SPGE», der Provinzen und der Interkommunalen dürfen nicht an der Bezeichnung der Verwalter teilnehmen.

Außerordentliche Generalversammlung

Art. 34 – Der Verwaltungsrat kann außerordentliche Generalversammlungen einberufen.

Er muss sie binnen dreißig Tagen einberufen, wenn der Kommissar-Revisor oder Gesellschafter, die mindestens ein Fünftel des Gesellschaftskapitals vertreten, es beantragen. Diesem Antrag wird eine Tagesordnung beigefügt, in der angegeben wird, was von der Versammlung zu behandeln ist.

Einberufungen

Art. 35 – Die Einberufungen zu jeder Generalversammlung enthalten die Tagesordnung; sie erfolgen per Einschreiben und durch eine Mitteilung im *Belgischen Staatsblatt* mindestens zwanzig Tage vor der Generalversammlung.

Diese darf nicht über einen Punkt entscheiden, der nicht auf der Tagesordnung steht.

Abstimmung

Art. 36 – § 1. Die Generalversammlung tritt ordnungsgemäß zusammen, ganz gleich wieviel Anteile vertreten sind.

Die Beschlüsse werden mit der Mehrheit der abgegebenen Stimmen gefasst. Bei Stimmgleichheit wird der Vorschlag abgelehnt

§ 2. Wenn über Satzungsänderungen, über den Ausschluss eines Gesellschafters, über die Aufgabe der Bewirtschaftung oder den Stillstand einer gesamten Versorgungsdienststelle oder eines Teils davon abgestimmt werden soll, tritt die Versammlung nur dann ordnungsgemäß zusammen, wenn die Mitglieder, die bei der Versammlung anwesend sind, mindestens die Hälfte des Gesellschaftskapitals und die Hälfte des von den gemeindlichen Gesellschaftern besitzten Kapitals vertreten.

Wenn diese Bedingung nicht erfüllt ist, ist eine weitere Einberufung erforderlich, und die neue Versammlung fasst dann rechtsgültige Beschlüsse, ganz gleich welchen Teil des Kapitals die anwesenden Gesellschafter vertreten.

In dem einen wie in dem anderen Fall und unbeschadet der anderen durch das Gesetzbuch über die Gesellschaften vorgesehenen Mehrheitsbedingungen – insbesondere in Sachen Abänderung des Gesellschaftszweckes – wird ein Vorschlag erst berücksichtigt, wenn er die Stimmen der absoluten Mehrheit der anwesenden oder vertretenen Mitglieder auf sich vereinen kann.

Jede Änderung der Satzungen muss von der Wallonischen Regierung genehmigt werden.

§ 3. Was das Wahlverfahren der durch die Generalversammlung ernannten Verwalter betrifft, muss jeder Beauftragte für eine Anzahl Kandidaten stimmen, die der Anzahl der zu vergebenden Mandate entspricht, unter Berücksichtigung der vorher gemäß Artikel 21 der vorliegenden Satzungen berechneten Proportionalvertretung. Es gibt die Möglichkeit, sich jeglicher Abstimmung zu enthalten. Alle sonstigen Stimmen sind ungültig. Jeder ausgewählte Kandidat bekommt so viele Stimmen wie diejenigen, über die der Beauftragte verfügt. Die Kandidaten, die die höchste Anzahl Stimmen auf jeder Liste bekommen haben, bis die Anzahl der durch die Liste bei der Berechnung der Proportionalvertretung erhaltenen Mandate sowie die Anzahl der zu vergebenden Mandate erreicht ist, werden gewählt. Bei Stimmgleichheit wird bzw. werden der bzw. Kandidat(en), der bzw. die schon tagte(n) oder mangels dessen der bzw. die jüngste(n) Kandidaten bezeichnet.

§ 4. Die geheime Abstimmung findet automatisch statt, wenn zehn Gesellschafter sie beantragen, und sie ist Pflicht für Ernennungen und Absetzungen.

Das Präsidium muss die notwendigen Maßnahmen ergreifen, um das absolute Wahlgeheimnis zu wahren.

§ 5. Der Verwaltungsrat bestimmt in einer Regelung, die er der Generalversammlung vorlegt, das Verfahren für ihre Beratungen und die notwendigen Formalitäten, um dort aufgenommen zu werden.

Protokoll

Art. 37 – Das Protokoll der Generalversammlung wird von den Mitgliedern des Präsidiums und von den Gesellschaftern unterzeichnet, die es beantragen.

TITEL VI — Die Dienststellen, die beratenden Ausschüsse und die je nach Zwischeneinzugsgebiet gegründeten Gebietsausschüsse

Die Dienststellen

Art. 38 – § 1. Die Organisation der «S.W.D.E.» beruht auf Gewinnungs- und Versorgungsdienststellen.

§ 2. Die Aufgabe öffentlichen Dienstes bezüglich der Wassergewinnung wird im Rahmen einer Gewinnungsdienststelle gewährleistet. Diese umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe notwendigen Infrastrukturen.

§ 3. Die Aufgabe öffentlichen Dienstes bezüglich der Wasserversorgung wird im Rahmen der Versorgungsdienststellen gewährleistet. Jede Versorgungsdienststelle umfasst die zur Verwirklichung dieser Aufgabe auf dem Gebiet der Gemeinden dieser Dienststelle oder wenigstens auf dem von der «S.W.D.E.» versorgten Teil des Gebiets notwendigen Infrastrukturen.

Zusammensetzung und Arbeitsweise der beratenden Ausschüsse

Art. 39 – § 1. Für jede in Betrieb befindliche Dienststelle besteht ein beratender Ausschuss.

§ 2. Die kommunalen, interkommunalen und provinziellen Gesellschafter der Gewinnungsdienststelle und die «SPGE» bilden deren beratenden Ausschuss.

§ 3. Die Gesellschafter einer jeden Versorgungsdienststelle, mit Ausnahme der Region, der «SPGE» und der Provinzen bilden deren beratenden Ausschuss.

§ 4. Der Vorsitz eines jeden beratenden Ausschusses wird von einem Mitglied des Verwaltungsrates, das durch diesen bezeichnet wird, übernommen. Der so bezeichnete Verwalter kann dieses Amt einem Vertreter eines Gesellschafters der betroffenen Dienststelle übertragen.

§ 5. Jeder beratende Ausschuss tritt mindestens zweimal im Jahr zusammen und prüft den Jahresabschluss bei einer dieser Versammlungen.

§ 6. Jeder Gesellschafter verfügt über eine Stimme in den beratenden Ausschüssen, denen er angehört.

§ 7. Der Verwaltungsrat setzt die Regeln für die Arbeitsweise der beratenden Ausschüsse vorbehaltlich der Genehmigung durch die Generalversammlung fest.

§ 8. Wenn die Dienststelle für die gesamte Gesellschaft zuständig ist, findet eine der beiden vorgeschriebenen jährlichen Versammlungen vor der Sitzung der ordentlichen Generalversammlung am gleichen Ort statt.

Befugnisse der beratenden Ausschüsse

Art. 40 – Folgendes muss den beratenden Ausschüssen unbedingt zur Begutachtung vorgelegt werden:

- 1° jedes Projekt in Bezug auf die Fusion einer Dienststelle mit einer oder mehreren anderen Dienststellen;
- 2° jedes Projekt in Bezug auf eine Tarifänderung für den Wasserverkauf;
- 3° jedes Projekt in Bezug auf die Ausweitung, den Abbau oder die Änderung der Dienststelle
- 4° jeder Vorschlag in Bezug auf die Aufnahme eines neuen Mitglieds, das eventuell der Dienststelle angehören würde;
- 5° jedes Rücktrittsgesuch oder jeder Vorschlag in Bezug auf den Ausschluss eines Teilhabers, der zur Dienststelle gehört;
- 6° jedes Projekt in Bezug auf die teilweise oder vollständige Veräußerung einer Versorgungsdienststelle an eine Gemeinde oder eine Interkommunale;
- 7° jedes Programm für Arbeiten in Zusammenhang mit der Dienststelle.

Zusammensetzung und Arbeitsweise der Gebietsausschüsse

Art. 41 – § 1. Es werden Gebietsausschüsse gegründet, die die Versorgungsdienststellen je nach Zwischeneinzugsgebiet umfassen.

§ 2. Jeder Gebietsausschuss tritt mindestens einmal im Jahr zusammen.

§ 3. Die Zusammensetzung und die Modalitäten, die sich auf die Arbeitsweise der Gebietsausschüsse beziehen, werden durch den Verwaltungsrat bestimmt.

§ 4. Durch einstimmigen Beschluss eines beratenden Ausschusses können seine Zuständigkeiten dem betroffenen Gebietsausschuss übertragen werden.

Befugnisse der Gebietsausschüsse

Art. 42 – Die durch die «S.W.D.E.» im Rahmen einer integrierten Bewirtschaftung des Wasserkreislaufs und der Verbesserung der Wasserqualität auszuführenden Aktionsprojekte unterliegen unbedingt der Begutachtung durch die Gebietsausschüsse.

Information der Gebietsausschüsse

Art. 43 – Die Vorsitzenden der Gebietsausschüsse werden mindestens einmal pro Jahr zu einer Versammlung des Verwaltungsrats geladen. Bei dieser Versammlung wird über die strategischen Zielsetzungen der Gesellschaft berichtet.

TITEL VII — Bilanz. — Gewinnverteilung

Wirtschaftsjahr

Art. 44 – Das Wirtschaftsjahr beginnt am 1. Januar und läuft am 31. Dezember eines jeden Jahres ab.

Buchführung — Allgemeines

Art. 45 – § 1. Die Buchführung der «S.W.D.E.» richtet sich nach dem Kalenderjahr.

§ 2. Sie erarbeitet ein getrenntes Kontensystem für die mit ihren Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Tätigkeiten einerseits und für ihre anderen Tätigkeiten andererseits.

Betriebsbuchführung

Art. 46 – Parallel zu ihrer allgemeinen Buchhaltung führt die «S.W.D.E.» eine analytische Betriebsbuchführung und eine Haushaltsbuchführung.

Jahresabschluss

Art. 47 – § 1. Am Ende jedes Wirtschaftsjahres erstellt der Verwaltungsrat das Inventar, die Bilanz, die Erfolgsrechnungen und deren Anlage. Diese werden der Generalversammlung zur Zustimmung vorgelegt.

Die Anlage zum Jahresabschluss enthält eine Auflistung der mit den Aufgaben öffentlichen Dienstes verbundenen Rechnungen und einen Kommentar dazu.

§ 2. Fünfzehn Tage vor der Versammlung werden die Jahresabschlüsse, die die Bilanz und die Erfolgsrechnungen mit der Anlage, die Berichte des Verwaltungsrates, des Kommissar-Revisors und des Kollegiums der Kommissare enthalten, am Gesellschaftssitz zur Verfügung der Gesellschafter vorgelegt. Diese Berichte werden gemäß den Bestimmungen des Gesetzbuches über die Gesellschaften erstellt.

§ 3. Der Verwaltungsrat übermittelt der Regierung den Jahresabschluss zusammen mit dem Rechenschaftsbericht, dem Bericht des Kommissar-Revisors bzw. der Kommissar-Revisoren vor dem 30. Juni des auf das betroffene Geschäftsjahr folgenden Jahres.

Buchführung der Dienststellen

Art. 48 – § 1. Jede Gewinnungs- und Versorgungsdienststelle sowie jede Dienststelle, in der Rahmen eine Aufgabe öffentlichen Dienstes gewährleistet wird, ist Gegenstand eines getrennten Kontos in der analytischen Betriebsbuchführung.

§ 2. Die Struktur- und Betriebskosten, die nicht direkt auf die Dienststellen entfallen, werden unter diese Dienststellen auf der Grundlage von objektiven durch den Verwaltungsrat festgelegten Kriterien verteilt.

§ 3. Die Finanzlasten der Gesellschafter der Gemeinden und der Interkommunalen für die Investitionen in den Dienststellen werden vor jeglicher Verteilung des Betriebsergebnisses gebucht.

Verteilung des Betriebsergebnisses

Art. 49 – Das Betriebsergebnis der Gewinnungsdienststellen und jeder Versorgungsdienststelle dient dazu:

1. den gesetzlichen, für alle Dienste gemeinsamen Reservefonds in Höhe von 1/20 dieses Ergebnisses zu bilden. Die Berechnungsgrundlage der gemeinsamen gesetzlichen Reserve ist die Aufsummierung der Gewinnüberschüsse und der Ertragsausfälle der gesamten Dienststellen. Die Bildung der gemeinsamen gesetzlichen Reserve ist nicht mehr vorgeschrieben, sobald der Reservefonds das Zehntel des Gesellschaftskapitals erreicht hat;

2. nach der Bildung dieser Reserve,

2.1. was die Versorgungsdienststellen betrifft,

— werden 50 % den Gesellschaftern der Gemeinden und der Interkommunalen für die Ausstattung einer für die Errichtung, die Verbesserung, die Erneuerung und die Umgestaltung der Infrastrukturen verfügbaren Reserve gewährt.

Die Berechnung dieser Verteilung beruht auf der Anzahl Anschlüsse jedes Gesellschafters.

Die Benutzung dieses Reservefonds fällt unter die Zuständigkeit der Generalversammlung auf Vorschlag des Verwaltungsrats bei der Vorlage des Programms der auszuführenden Arbeiten.

Beim Jahresabschluss ist jeder Gesellschafter berechtigt, für die folgende Generalversammlung die Umwandlung seiner Reserveanteile in A-Anteile zu beantragen.

— können 50 % nach Gutachten des beratenden Ausschusses der Dienststelle, der sie angehören, den Gesellschaftern der Gemeinden und der Interkommunalen, die Errichtungs-, Verbesserungs-, Erneuerungs- und Umgestaltungsarbeiten, insbesondere nach einem Straßenbau oder in öffentlichen Gebäuden ausgeführt haben, ausbezahlt werden. Diese Arbeiten müssen eine sparsame Wasserbenutzung sowie die Gewährleistung der Wasserqualität bezwecken. Der für die vorerwähnten Arbeiten nicht benutzte Saldo wird der verfügbaren Reserve zugeführt.

2.2. Was die Gewinnungsdienststelle betrifft, wird der Saldo der Ausstattung eines für die Errichtung, die Verbesserung, die Erneuerung und die Umgestaltung der Infrastrukturen verfügbaren Reservefonds zugeteilt.

Negativer Saldo einer Dienststelle

Art. 50 – § 1. Wenn die Rechnungsführung einer Wasserversorgungsdienststelle mit einem negativen Saldo abgeschlossen wird, muss dieser von den Gesellschaftern dieser Dienststelle, die A-Anteile gezeichnet haben, mit Ausnahme der Region, der Provinzen und der «S.P.G.E.» in bar ausgeglichen werden.

Der auszugleichende Betrag wird unter die kommunalen und interkommunalen Gesellschafter im Verhältnis zu den auf ihrem jeweiligen Gebiet verbrauchten Wassermengen verteilt.

Er muss binnen zwei Monaten nach Vorlage der Rechnung durch die «S.W.D.E.» gezahlt werden.

§ 2. Die Rechnungsführung der Gewinnungsdienststelle muss immer ausgeglichen sein.

TITEL VIII — Sonstige Bestimmungen

Veräußerung oder Betriebseinstellung einer Versorgungsdienststelle

Art. 51 – Die Regierung kann der «S.W.D.E.» unter durch die erstgenannte zu bestimmenden Bedingungen erlauben:

1° einer Gemeinde oder einer Interkommunale die Gesamtheit oder einen Teil einer ihrer Wasserversorgungsdienste abzutreten;

2° den Betrieb einer ihrer Dienststellen auf Vorschlag der Mehrheit der gemeindlichen Gesellschafter, die gezeichnete Gesellschaftsanteile dieser Dienststelle besitzen, einzustellen, insofern diese außerdem die Mehrheit vom Kapital der betroffenen Dienststelle halten.

Im Falle einer teilweisen bzw. vollständigen Veräußerung oder einer Einstellung des Betriebs einer Dienststelle gehören die Gesellschafter, die Inhaber von Gesellschaftsanteilen dieser Dienststelle sind, der «S.W.D.E.» nicht mehr an, es sei denn sie sind Inhaber von mit anderen Dienststellen verbundenen Anteilen.

Das Gesellschaftsvermögen der veräußerten bzw. aufgegebenen Dienststelle wird aufgelöst werden.

Falls die Grundlagen für die Verteilung dieses Vermögens zum Zeitpunkt der Gründung der Dienststelle nicht festgesetzt worden sind, wird der Verwaltungsrat nach Begutachtung durch den beratenden Ausschuss der betroffenen Dienststelle den Betrag des jedem der Teilhaber zurückzuerstattenden Anteils festsetzen, dies unbeschadet jeglicher Entschädigung bzw. jeglichen Schadenersatzes, die der «S.W.D.E.» geschuldet wären.

Beteiligung

Art. 52 – § 1. Der Verwaltungsrat befindet mit der Zweidrittelmehrheit der abgegebenen Stimmen über jegliche Bildung einer Tochtergesellschaft oder jeglichen direkten oder indirekten Beteiligungserwerb in belgischen oder ausländischen Gesellschaften, Vereinigungen oder Einrichtungen öffentlichen oder privaten Rechts, deren Gesellschaftszweck mit ihrem eigenen Gesellschaftszweck verbunden ist.

§ 2. Wenn die «S.W.D.E.» beschließt, Beteiligungen zu nehmen oder zu veräußern, informiert sie die Regierung darüber. Diese verfügt über eine Frist von dreißig Tagen ab dem Zeitpunkt, zu welchem ihr diese Entscheidung mitgeteilt worden ist, um jegliche Bemerkung, die sie für zweckmäßig hält, zu äußern oder um eventuell Einspruch dagegen zu erheben.

§ 3. Die Vertreter der «S.W.D.E.» in den Gesellschaften, an denen sie beteiligt ist, werden durch den Verwaltungsrat unter den Verwaltungsratsmitgliedern, den Vorstandsmitgliedern und den Personalmitgliedern bezeichnet.

§ 4. Jeder Vertreter der Gesellschaft in diesem Rahmen ist verpflichtet:

1. mindestens einmal im Jahre Bericht über die Ausübung seines Mandats vor dem Verwaltungsrat oder auf jeden Fall auf dessen Antrag zu erstatten;

2. jederzeit vor dem Verwaltungsrat jede ihm durch einen Kommissar der Regierung gerichtete Anfrage auf Information zu beantworten, was sein Mandat oder die Lage der Gesellschaft, in der er als Vertreter der «S.W.D.E.» bezeichnet wurde, betrifft.

Das Mandat als Vertreter der «S.W.D.E.» innerhalb der bzw. den Gesellschaft(en), für die er bezeichnet wurde, läuft von Rechts wegen ab, wenn er die Eigenschaft als Verwalter, Vorstandsmitglied oder Personalmitglied verliert.

§ 5. Die Bedingungen, unter denen die «S.W.D.E.» eine Gesellschaft, an der sie beteiligt ist, in die Durchführung ihrer Aufgaben öffentlichen Dienstes mit einbeziehen könnte, werden in Artikel 18 des Dekrets vom 7. März 2001 zur Umgestaltung der «Société wallonne des Distributions d'Eau» festgelegt.

Wiederkauf von bestehenden Anlagen oder von spezifischen Anlagen erster Einrichtung: Finanzierung

Art. 53 – Mit der Erlaubnis der Wallonischen Regierung und in Abweichung von Artikel 430, § 1, des Gesetzbuches über die Gesellschaften ist die «S.W.D.E.» berechtigt, Anleihen aufzunehmen oder Schuldverschreibungen auszugeben, die den Annuitäten entsprechen, die die Gemeinden, die Interkommunalen, die Provinzen, die Wallonische Region und die «S.P.G.E.» ihr schulden, zwecks der Finanzierung des Wiederkaufs von bestehenden Anlagen oder von spezifischen Anlagen erster Einrichtung.

Diese Anleihen und Schuldverschreibungen müssen in höchstens neunzig Jahren getilgt werden.

ANLAGE ZU DEN SATZUNGEN DER «SOCIETE WALLONNE DES EAUX»

Am 29. Mai 2001 festgelegte Liste der Gesellschafter

1. Gemeinden

| | | |
|-------------------------|------------------------|-------------------------|
| Amay | Flémalle | Namur |
| Andenne | Fléron | Nassogne |
| Anderlues | Fleurus | Neufchâteau |
| Anthisnes | Flobecq | Neupré |
| Antoing | Floreffe | Nivelles |
| Arlon | Fontaine-l'Evêque | Ohey |
| Assesse | Frameries | Olne |
| Ath | Frasnes-lez-Anvaing | Oreye |
| Aubange | Froidchapelle | Orp-Jauche |
| Aubel | Geer | Ouffet |
| Aywaille | Gembloux | Oupeye |
| Baelen | Gerpennes | Pecq |
| Bassenge | Gesves | Pepinster |
| Beaumont | Grâce-Hollogne | Péruwelz |
| Beauraing | Grez-Doiceau | Perwez |
| Beauvechain | Ham-sur-Heure-Nalinnes | Plombières |
| Belœil | Hamois | Pont-à-Celles |
| Berloz | Hannut | Profondeville |
| Bernissart | Hastière | Quaregnon |
| Bertogne | Havelange | Quévy |
| Bertrix | Hélicine | Quiévrain |
| Binche | Hensies | Raeren |
| Blégny | Herbeumont | Ramillies |
| Bouillon | Héron | Rebecq |
| Boussu | Herstal | Remicourt |
| Braine-l'Alleud | Herve | Rixensart |
| Braine-le-Château | Honnelles | Rochefort |
| Braine-le-Comte | Houyet | Rumes |
| Braives | Huy | Sainte-Ode |
| Bruglette | Incourt | Saint-Georges-sur-Meuse |
| Brunehaut | Ittre | Saint-Ghislain |
| Büllingen | Jalhay | Sambreville |
| Burdinne | Jemeppe-sur-Sambre | Sankt Vith |
| Celles | Jodoigne | Seneffe |
| Cerfontaine | Juprelle | Seraing |
| Chapelle-lez-Herlaimont | Jurbise | Silly |
| Charleroi | La Bruyère | Sivry-Rance |
| Chastre | La Hulpe | Soignies |
| Chaumont-Gistoux | La Louvière | Sombreffe |
| Chièvres | La Roche-en-Ardenne | Soumagne |
| Chimay | Léglise | Spa |
| Ciney | Lens | Sprimont |
| Colfontaine | Le Rœulx | Stavelot |
| Comines | Les Bons Villers | Tenneville |
| Courcelles | Lessines | Theux |
| Couvin | Leuze-en-Hainaut | Thimister-Clermont |
| Crisnée | Liège | Thuin |
| Dalhem | Lierneux | Tournai |
| Dinant | Limbourg | Trooz |
| Doische | Lincet | Tubize |
| Donceel | Lobbès | Verlaine |
| Dour | Lontzen | Verviers |
| Durbuy | Manage | Vielsalm |
| Ecaussinnes | Manhay | Villers-le-Bouillet |
| Eghezée | Marche-en-Famenne | Viroinval |
| Ellezelles | Martelange | Visé |
| Enghien | Merbes-le-Château | Waimès |
| Engis | Messancy | Walcourt |
| Erquelinnes | Modave | Walhain |
| Estaimpuis | Momignies | Wanze |
| Estinnes | Mons | Waremme |
| Eupen | Mont-de-l'Enclus | Wasseiges |
| Faimes | Montigny-le-Tilleul | Welkenraedt |
| Farciennes | Morlanwelz | Wellin |
| Fernelmont | Mouscron | Yvoir |
| Ferrières | | |

2. Provinzen
 Provinc Wallonisch-Brabant
 Provinc Hennegau
 Provinc Lüttich
 Provinc Luxemburg
 Provinc Namur

3. Wallonische Region

4. Interkommunalen und andere Einrichtungen

Aquasambre

A.I.E.

A.I.V.E.

C.I.L.E.

I.D.E.L.U.X.

I.D.E.M.L.S.

I.G.R.E.T.E.C.

I.N.A.S.E.P.

I.O.S.

S.L.F.

S.P.G.E.

S.P.I.

Gesehen, um dem Erlass der Wallonischen Regierung vom 28. Juni 2001 zur Genehmigung der Satzungen der «Société wallonne des Eaux» beigefügt zu werden.

Namur, den 28. Juni 2001

Der Minister-Präsident,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,
 M. FORET

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2001 — 2284

[C — 2001/27464]

28 JUNI 2001. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de statuten van de « Société wallonne des Eaux » (Waalse Watermaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, inzonderheid op artikel 6, § 1, V, 1°;

Gelet op het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » (Waalse Watervoorzieningsmaatschappij);

Gelet op de kennisgeving d.d. 1 juni 2001 van de beslissing tot goedkeuring van de statuten, aangenomen door de buitengewone algemene vergadering van de « Société wallonne des Eaux » van 29 mei 2001;

Op de voordracht van de Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

Besluit :

Artikel 1. De bijgaande statuten van de « Société wallonne des Eaux », zoals goedgekeurd door de buitengewone algemene vergadering van de « Société wallonne des Eaux » van 29 mei 2001, worden goedgekeurd.

Art. 2. De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 28 juni 2001.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,
 M. FORET

STATUTEN VAN DE « SOCIETE WALLONNE DES EAUX »

- Titel I : Benaming – Zetel - Doel - Duur
Artikel 1 : Vorm en benaming
Artikel 2 : Zetel
Artikel 3 : Doel
Artikel 4 : Openbare opdrachten
Artikel 5 : Duur
Artikel 6 : Dwingende bepalingen
- Titel II : Vennoten – Aandelen in de vennootschap - Aansprakelijkheid
Artikel 7 : Hoedanigheid van vennoot
Artikel 8 : Kapitaal
Artikel 9 : Aandelen in de vennootschappen – storting – verplichtingen
Artikel 10 : Aansprakelijkheid
Artikel 11 : Gemeentelijke meerderheid
Artikel 12 : Overdracht van aandelen
- Titel III : Register van de vennoten – Toetreding – Uittreding – Uitsluiting
Artikel 13 : Register van de vennoten
Artikel 14 : Toetreding
Artikel 15 : Verlies van de hoedanigheid van vennoot
Artikel 16 : Uittreding
Artikel 17 : Uitsluiting
Artikel 18 : Terugneming van stortingen
- Titel IV : Bestuur
Artikel 19 : Algemeen
Artikel 20 : Raad van bestuur
Artikel 21 : Evenredige aanwijzing van een deel van de raad van bestuur
Artikel 22 : Vacature van een plaats van bestuurder
Artikel 23 : Bevoegdheden van de raad van bestuur
Artikel 24 : Overdrachten
Artikel 25 : Werking van de raad van bestuur
Artikel 26 : Directiecomité
Artikel 27 : Bevoegdheden van het directiecomité
Artikel 28 : Werking van het directiecomité
Artikel 29 : Controle
Artikel 30 : Controle op de rekeningen
- Titel V : Algemene vergadering
Artikel 31 : Samenstelling en bevoegdheid
Artikel 32 : Algemene vergadering
Artikel 33 : Gewone algemene vergadering
Artikel 34 : Buitengewone algemene vergadering
Artikel 35 : Oproepingen
Artikel 36 : Stemming
Artikel 37 : Notulen
- Titel VI : De diensten, adviescomités en zonecomités ingesteld per hydrografisch onderbekken
Artikel 38 : De diensten
Artikel 39 : Samenstelling en werking van de adviescomités
Artikel 40 : Bevoegdheden van de adviescomités
Artikel 41 : Samenstelling en werking van de zonecomités
Artikel 42 : Bevoegdheden van de zonecomités
Artikel 43 : Informatie van de zonecomités
- Titel VII : Balans – Verdeling
Artikel 44 : Sociaal dienstjaar
Artikel 45 : Boekhouding - Algemeen
Artikel 46 : Begrotingsboekhouding
Artikel 47 : Jaarrekeningen
Artikel 48 : Boekhouding van de diensten
Artikel 49 : Spreiding van het resultaat
Artikel 50 : Deficitaire dienst
- Titel VIII : Diverse bepalingen
Artikel 51 : Overdracht of stopzetting van de exploitatie van een distributiedienst
Artikel 52 : Het nemen van participaties
Artikel 53 : Terugkoop van bestaande installaties of van specifieke installaties van eerste vestiging : financiering

TITEL I. — Benaming. — Zetel. — Doel. — Duur

Vorm en benaming

Artikel 1. De maatschappij, die een burgerrechtelijk doel heeft, is opgericht in de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid.

Ze heet « Société wallonne des Eaux », afgekort « SWDE ».

In alle akten, facturen en documenten wordt deze benaming onmiddellijk voorafgegaan of gevolgd door de woorden « burgerlijke vennootschap die de vorm van een coöperatieve vennootschap met beperkte aansprakelijkheid heeft aangenomen ».

De « SWDE » is een publiekrechtelijke rechtspersoon en heeft geen commercieel doel.

Er wordt afgeweken van artikel 66 van het Wetboek van vennootschappen.

Zetel

Art. 2. De maatschappelijke zetel en de algemene diensten van de « SWDE » zijn gevestigd rue de la Concorde 41, te Verviers.

Doel

Art. 3. § 1. De « SWDE » staat in voor :

- de waterproductie;
- de waterdistributie via leidingen;
- de bescherming van de grondwaterbronnen;
- elke handeling betreffende de waterkringloop.

§ 2. In dat kader vervult ze twee soorten opdrachten :

— openbare opdrachten, zoals uitvoerig omschreven in artikel 4 van deze statuten, uitsluitend op het grondgebied van het Waalse Gewest;

— de andere opdrachten, met name de uitvoering van alle handelingen betreffende haar doel die geen openbare opdrachten zijn in de zin van artikel 4 van deze statuten. Die activiteiten mogen slechts een aanvullend karakter hebben t.a.v. de gezamenlijke activiteiten van de « SWDE ». Hun ontwikkeling en de in dat kader verrichte investeringen mogen niet leiden tot een beperking van de rechten of tot een verzwaring van de verbintenissen van de vennoten die houder zijn van aandelen A en C.

Openbare opdrachten

Art. 4. § 1. De openbare opdrachten van de « SWDE » zijn de volgende :

1° de waterproductie;

2° de waterdistributie via leidingen;

3° de bescherming van het tot drinkwater verwerkbaar water in het kader van de opdrachten die aan de « SPGE » (Openbare maatschappij voor waterbeheer) worden toevertrouwd bij artikel 6, § 2, 2°, van het decreet van 15 april 1999 betreffende de kringloop van het water en houdende oprichting van een « Société publique de Gestion de l'Eau »;

4° de nakoming van alle verplichtingen opgelegd bij wettelijke en reglementaire voorschriften betreffende de waterkringloop;

5° de uitvoering van elke opdracht die aan de verdelers toevertrouwd wordt in het kader van de reglementaire bepalingen betreffende de berekening, de heffing, de inning, de vrijstelling en de terugbetaling van de belasting op het lozen van industrieel en huishoudelijk afvalwater;

6° de dienstverleningen van sociale of humanitaire aard inzake de drinkwatervoorziening.

Om haar opdrachten te vervullen mag de « SWDE » de nodige infrastructuur kopen, bouwen, onderhouden, beheren en uitbaten. Onder infrastructuur wordt met name verstaan het geheel van de voorzieningen voor de winning, de aanvoer, de opslag (watertoren, reservoirs,...), de stuwings, het oppompen, de behandeling, de distributie en de telling en hun aanhorigheden, alsmede de terreinen waar ze gelegen zijn, met inbegrip van de innemingen van de ondergrond en de erfdienstbaarheden die de « SWDE » in bezit heeft.

§ 2. De « SWDE » mag haar openbare opdrachten niet uitvoeren ten nadele van dienstverleners die dezelfde activiteit uitoefenen in het Waalse Gewest.

§ 3. De « SWDE » vervult de haar toevertrouwde openbare opdrachten met inachtneming van de voorschriften, modaliteiten en doelstellingen die vastliggen in het beheerscontract dat ze met het Waalse Gewest gesloten heeft.

Duur

Art. 5. De « SWDE » wordt opgericht voor een onbepaalde duur.

Ze kan slechts ontbonden worden op grond van een decreet waarin de modaliteiten van haar liquidatie en de toestand van de personeelsleden vastliggen.

Dwingende bepalingen

Art. 6. § 1. De wettelijke en reglementaire bepalingen die van toepassing zijn op de coöperatieve vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid, gelden ook voor de « SWDE » voor zover het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » er niet van afwijkt op grond van haar publieke karakter. De voorziene afwijkingen worden vermeld in deze statuten.

§ 2. De « SWDE » is niet onderworpen aan de bepalingen van de Faillissementswet van 8 augustus 1997, noch aan de wet van 17 juli 1997 betreffende het gerechtelijk akkoord.

§ 3. De « SWDE » geniet vrijstelling van uitvoering voor de goederen die geheel of gedeeltelijk bestemd zijn voor de uitvoering van haar openbare opdrachten.

TITEL II. — *Vennoten. — Aandelen in de vennootschap. — Aansprakelijkheid*

Hoedanigheid van vennoot

Art. 7. Het Waalse Gewest, de « Société publique de Gestion de l'Eau (SPGE) », de provincies, de gemeenten, de intercommunales, de publiek- of privaatrechtelijke personen, waarvan de lijst bij deze statuten gaat en er noodzakelijk deel van uitmaakt, alsmede elke persoon waarvan de toetreding door de raad van bestuur wordt uitgesproken volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 14, hebben de hoedanigheid van vennoot.

Er wordt afgeweken van de artikelen 366 tot en met 376 van het Wetboek van vennootschappen.

Kapitaal

Art. 8. Het maatschappelijk kapitaal is onbeperkt.

Het bedraagt oorspronkelijk 380 307 214, 45 euro.

Het vaste deel van het kapitaal wordt vastgelegd op 250 000 000 euro.

Het kapitaal is wisselend, zonder wijziging van de statuten wat betreft de overschrijdingen van dat vaste bedrag.

De participaties van de « SPGE » in het kapitaal van de « SWDE » mogen niet hoger zijn dan 20 %.

Aandelen in de vennootschap – storting – verplichtingen

Art. 9. § 1. Het maatschappelijk kapitaal bestaat uit drie soorten aandelen :

— de aandelen A die participaties in het kapitaal van de productiedienst en de distributiedienst vertegenwoordigen en die elk een nominale waarde van 25 euro hebben; op die aandelen kan ingetekend worden door het Waalse Gewest, de « SPGE », de provincies, de intercommunales, de gemeenten en de publiek- of privaatrechtelijke personen; ze worden Ap aandelen genoemd wanneer ze de participaties in het kapitaal van de productiedienst vertegenwoordigen en Ad wanneer ze de participaties in het kapitaal van de distributiedienst vertegenwoordigen;

— de aandelen B die de raad van bestuur mag uitgeven naar gelang van specifieke activiteiten in verband met het doel. Bij hun uitgifte bepaalt de raad van bestuur hun nominale waarde, die niet kleiner mag zijn dan 25 euro, en bepaalt hij de rechten die eraan gebonden zijn. Ze zijn voorzien van een index waarmee deze rechten kunnen worden geïdentificeerd;

— de aandelen C, of de aandelen tot kapitaalvorming, die elk een nominale waarde van 25 euro hebben.

Elk ogenblik moet ingetekend worden op een aantal maatschappelijke aandelen, die overeenstemmen met het vaste deel van het kapitaal. Die aandelen moeten volgestort worden.

§ 2. Op elk aandeel ter vertegenwoordiging van een inbreng in contanten moet 25 % gestort worden en op elk aandeel ter vertegenwoordiging van een inbreng in natura moet 100 % gestort worden.

Naast de aandelen die de inbrengen vertegenwoordigen mogen onder welke benaming ook geen effecten worden vrijgegeven die maatschappelijke rechten vertegenwoordigen of recht geven op een deel van de winsten.

§ 3. De inbrengen in natura, die van tevoren door een bedrijfsrevisor worden geschat, kunnen slechts vergoed worden door aandelen die het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen, als ze bestaan in vermogensbestanddelen die voor economische waardering vatbaar zijn, met uitzondering van activa voortvloeiend uit verplichtingen betreffende de uitvoering van werken of de verlening van diensten. Er wordt afgeweken van de artikelen 395, 398, 399, 422 en 423 van het Wetboek van vennootschappen.

Wat de aandelen A betreft, worden de stortingen mits opzegging van één maand op de door de raad van bestuur vastgestelde data verricht; het Gewest, de "SPGE", de provincies, de gemeenten en de intercommunales hebben de mogelijkheid hun inbrengen met jaarlijkse annuïteiten af te lossen.

De titels van de ingeschreven annuïteiten worden onmiddellijk overgedragen aan de « SWDE ». Ze zijn onvervreemdbaar.

§ 4. Elke achterstallige storting zal van rechtswege en zonder aanmaning interest opbrengen ten gunste van de « SWDE » tegen de op burgerlijk of commercieel niveau geldende wettelijke rentekoers.

Onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergadering en op advies van het betrokken adviescomité kan de raad van bestuur na een twee maanden later gegeven dubbele waarschuwing de uitsluiting uitspreken van de vennoten die hun stortingen nog niet hebben verricht. De uitgesloten vennoot mag in beroep gaan bij de Waalse Regering, die beslist na de uitleg van de raad van bestuur te hebben gehoord.

§ 5. Een vennoot mag geen gelden boven de gevraagde quotiteiten storten zonder de toestemming van de raad van bestuur.

Aansprakelijkheid

Art. 10. De vennoten staan in voor de vennootschappelijke schulden ten belope van hun inbreng. Er wordt afgeweken van de artikelen 401, 405 en 424 van het Wetboek van vennootschappen.

Ze zijn niet hoofdelijk verbonden en er is geen ondeelbaarheid tussen hen.

Gemeentelijke meerderheid

Art. 11. De gemeentelijke aandeelhouders vertegenwoordigen steeds minimum 50 % van het kapitaal, plus één aandeel.

Afgezien van de omvang van de inbreng van de verschillende partijen bij de kapitaalvorming, beschikken de gemeenten steeds over de meerderheid van stemmen in de verschillende beheersorganen van de « SWDE », behalve in het directiecomité.

Overdracht van aandelen

De aandelen C mogen niet afgestaan worden

Art. 12. De andere aandelen van een publiekrechtelijke vennoot mogen slechts aan een andere publiekrechtelijke vennoot worden afgestaan.

TITEL III. — *Register van de vennoten. — Toetreding. — Uittreding. — Uitsluiting*

Register van de vennoten

Art. 13. § 1. De « SWDE » houdt op haar maatschappelijke zetel een register bij die ter plaatse ingezien mag worden door de vennoten en die voor ieder van hen de volgende gegevens bevat :

1. de naam, voornaam of handelsnaam en de woonplaats;
2. de datum van toetreding, uittreding of uitsluiting;
3. het aantal maatschappelijke aandelen waarvan hij houder is, alsmede de inschrijving op nieuwe aandelen, de terugbetalingen en de overdracht van aandelen met vermelding van de datum;
4. het bedrag van de verrichte stortingen en de sommen die als terugbetaling van aandelen zijn opgenomen.

§ 2. De inschrijvingen in het register van de vennoten geschieden op grond van gedateerde en getekende bewijsstukken, in de volgorde van hun datum van overlegging.

De aandeelhouders die er schriftelijk om verzoeken, kunnen een afschrift verkrijgen van de hen betreffende gegevens die in het register van de vennoten vermeld staan.

Die afschriften mogen niet als bewijs gebruikt worden tegen de gegevens die in het register van de vennoten staan.

De uittreding van een vennoot wordt vastgesteld door het te melden in het register van de vennoten.

Toetreding

Art. 14. § 1. De toetreding van nieuwe vennoten wordt uitgesproken door de raad van bestuur, die de voorwaarden daarvoor bepaalt.

Privaatrechtelijke personen die vennoot wensen te worden, moeten de toelating van de Waalse Regering krijgen.

§ 2. Als de nieuwe vennoten deel moeten uitmaken van een bestaande dienst, mag de raad van bestuur zich pas uitspreken na het adviescomité van die dienst te hebben gehoord.

Als de toetreding van een nieuwe vennoot tot een dienst een verhoging van het kapitaal van die dienst vereist, mag de Raad de toetreding pas na advies van het adviescomité van bedoelde dienst uitspreken.

Als de raad van bestuur de toetreding weigert, kan de gegadigde-vennoot een beroep indienen bij de Waalse Regering, die beslist na de uitleg van de raad te hebben gehoord.

§ 3. Elke nieuwe vennoot moet, bij zijn toetreding, op het bedrag van zijn participatie in aandelen A een bedrag storten dat verhoudingsgewijs gelijk is aan de gevraagde stortingen op het deel in het kapitaal A van de andere vennoten van de dienst waarvan hij deel zal uitmaken.

De volstortingsvoorwaarden voor de andere soorten aandelen waarop ingetekend is door een nieuwe vennoot, worden door de raad van bestuur bepaald.

Verlies van de hoedanigheid van vennoot

Art. 15. De vennoten houden op deel uit te maken van de « SWDE » na hun uittreding, uitsluiting, overlijden, faillissement of bankroet, of na een verbod.

Uittreding

Art. 16. Elke uittredingsaanvraag van een vennoot wordt gericht aan de raad van bestuur, die een verslag daarover opmaakt.

Het verslag van de raad wordt voor advies overgemaakt aan het adviescomité van de dienst(en) waarvan betrokkene deel uitmaakt.

De raad van bestuur onderwerpt de aanvraag van de vennoot, samen met zijn verslag en het advies van het (de) adviescomité(s), aan de volgende algemene vergadering die over de aanvraag beslist.

De uittreding wordt pas aangenomen als twee derde van de leden van de algemene vergadering ermee instemt.

Als de algemene vergadering de uittreding weigert, kan de vennoot een beroep instellen bij de Waalse Regering. Het beroep moet binnen dertig dagen na de kennisgeving van de weigering bij aangetekend schrijven gericht worden aan de Minister die bevoegd is voor het waterbeleid.

In afwijking van de artikelen 374 en 376 van het Wetboek van vennootschappen wordt het bedrag van het aan de uitgetreden vennoot terug te betalen aandeel bepaald door de raad van bestuur, na advies van het adviescomité van de dienst.

Uitsluiting

Art. 17. Wanneer een vennoot de verplichtingen niet nakomt die hij t.o.v. de « SWDE » heeft aangegaan, mag de algemene vergadering van de vennoten hem uitsluiten, na een gemotiveerd voorstel van de raad van bestuur en na advies van het adviescomité van de dienst(en) waarvan hij deel uitmaakt.

In geval van onenigheid kan de uitgesloten vennoot een beroep instellen bij de Waalse Regering. Het beroep moet binnen dertig dagen na de kennisgeving van de beslissing tot uitsluiting bij aangetekend schrijven gericht worden aan de Minister die bevoegd is voor het waterbeleid.

In afwijking van de artikelen 374 en 376 van het Wetboek van vennootschappen wordt het bedrag van het aan de uitgesloten vennoot terug te betalen aandeel bepaald door de raad van bestuur, na advies van het adviescomité van de dienst.

Er wordt afgeweken van artikel 370 van het Wetboek van vennootschappen.

Terugneming van stortingen

Art. 18. § 1. Er mag geen terugneming van storting worden verricht zonder de toestemming van de raad van bestuur, behoudens beroep bij de algemene vergadering.

§ 2. Het beroep bij de algemene vergadering moet worden meegedeeld aan de voorzitter van de raad van bestuur binnen een maand na diens beslissing tot weigering. De voorzitter moet dat punt vermelden in de agenda van de volgende algemene vergadering.

TITEL IV. — Bestuur

Algemeen

Art. 19. § 1. De maatschappij wordt bestuurd door een raad van bestuur. Een directiecomité ziet toe op het dagelijkse beheer, de vertegenwoordiging van de « SWDE » en de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur.

Raad van bestuur

Art. 20. § 1. De raad van bestuur bestaat uit 17 leden, onder wie een voorzitter en twee ondervoorzitters.

§ 2. De algemene vergadering regelt de bevoegdheden en de bezoldiging van de voorzitter, de twee ondervoorzitters en de bestuurders.

§ 3. De voorzitter, de ondervoorzitters en de andere bestuurders worden benoemd voor zes jaar; hun mandaat kan één keer verlengd worden met dezelfde termijn. Het mandaat eindigt van rechtswege de dag waarop de betrokkene de leeftijd van 65 jaar bereikt.

§ 4. De raad wordt vernieuwd bij de eerste gewone algemene vergadering na de provincieraads- en gemeenteraadsverkiezingen.

§ 5. Negen bestuurders worden door de algemene vergadering gekozen. Acht bestuurders worden door de Regering benoemd, van wie twee op de voordracht van de « SPGE ».

De door de algemene vergadering gekozen bestuurders moeten burgemeester, schepen of gemeenteraadslid van een verenigde gemeente zijn.

Elke kandidatuur voor een mandaat van bestuurder bij de benoeming van de algemene vergadering moet bij aangetekend schrijven aan de voorzitter gestuurd worden uiterlijk drie werkdagen vóór de bijeenkomst van de algemene vergadering.

De bestuurder die lid van een gemeenteraad of burgemeester is en die hoedanigheid verliest, wordt van rechtswege geacht ontslag te nemen en wordt vervangen bij de eerste algemene vergadering na het verlies van die hoedanigheid.

§ 6. De Regering benoemt de voorzitter van de raad van bestuur. De eerste ondervoorzitter en de tweede ondervoorzitter worden door de raad van bestuur aangewezen onder zijn vertegenwoordigers. Minstens één van die drie functies is voorbehouden aan één van de leden van de raad van bestuur uit de algemene vergadering.

§ 7. Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de eerste ondervoorzitter vervangen door de tweede ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering van de tweede ondervoorzitter wordt de raad voorgezeten door het lid met de meeste anciënniteit. Bij gelijke anciënniteit wordt de raad voorgezeten door het oudste lid.

§ 8. De voorzitter kan elk ogenblik ter plaatse inzage nemen van de boeken, de briefwisseling, de notulen en doorgaans van alle documenten en geschriften van de « SWDE ». Hij kan het directiecomité en de personeelsleden van de « SWDE » verzoeken om uitleg of om nuttige gegevens en alle onderzoeken instellen die hij nuttig acht voor de uitvoering van zijn mandaat.

§ 9. De raad van bestuur kan zich laten bijstaan door waarnemers, die de vergaderingen met raadgevende stem bijwonen.

Evenredige aanwijzing van een deel van de raad van bestuur

Art. 21. § 1. De door de algemene vergadering gekozen bestuurders worden aangewezen naar evenredigheid van de gezamenlijke gemeenteraden van de verenigde gemeenten, rekening houdende met de eventuele individuele verklaringen van politieke verwantschap of hergroepering

§ 2. Bij de berekening van de evenredigheid wordt de waarde van elke gemeentelijke vennoot gewogen naar gelang van het aantal sociale aandelen die hij bezit. Die waarde wordt vastgelegd op 31 december van het jaar vóór de hernieuwing van de raad van bestuur.

§ 3. Voor de berekening van de verdeling van de mandaten wordt een tabel opgemaakt. De tabel vermeldt voor elke verenigde gemeente het aantal aandelen die ze in de vennootschap bezit, het aantal leden van de gemeenteraad, het wegingscoëfficiënt (aantal aandelen in de vennootschap/aantal leden van de gemeenteraad), alsmede de verspreiding van de gemeenteraadsliden per politieke partij met een nationaal volgnummer, rekening houdende met de eventuele individuele verklaringen van politieke verwantschap en, in voorkomend geval per groepering, waarbij eveneens de eventuele zelfstandige raadsleden in aanmerking worden genomen.

De coëfficiënt wordt vervolgens voor elke verenigde gemeente toegepast op het aantal gemeenteraadsliden of aanverwanten per politieke partij. Dezelfde berekening wordt uitgevoerd voor de groeperingen van raadsleden en voor de zelfstandigen.

Voor elke lijst of groepering wordt een totaal bepaald.

Deze totalen worden gedeeld door 1, 2, 3, 4, enz. De aldus bereikte quotiënten worden in dalende volgorde ingedeeld ten belope van een aantal quotiënten gelijk aan het aantal mandaten. Het laatste quotiënt dient als kiesdeler.

Het aantal zetels dat aan elke lijst of groepering wordt toegekend is gelijk aan het aantal keren dat het totaal de kiesdeler bevat.

De verdeling, aldus bepaald vóór elke gehele vernieuwing van de raad van bestuur, blijft van toepassing tijdens de hele duur van het mandaat van de op grond van bedoelde verdeling gekozen bestuurders.

§ 4. De verdeling van de mandaten wordt aan de vennoten gestuurd, samen met de oproep tot de kandidaten ter gelegenheid van de bijeenroeping van de algemene vergadering die tot de vernieuwing moet overgaan.

Vacature van een plaats van bestuurder

Art. 22. Als een plaats van bestuurder vacant is bij de benoeming van de algemene vergadering, hebben de overblijvende bestuurders het recht om ze overeenkomstig de evenredige regel bedoeld in artikel 21 van deze statuten in te vullen totdat de volgende algemene vergadering een definitieve benoeming uitspreekt.

De persoon die aangewezen wordt om een voorzitter, een ondervoorzitter of een bestuurder te vervangen vóór het verstrijken van diens mandaat, voleindigt het onderbroken mandaat.

Bevoegdheden van de raad van bestuur

Art. 23. De raad van bestuur mag alle handelingen verrichten die nodig of nuttig zijn voor de uitvoering van het doel van de « SWDE », met uitzondering van degene die worden toegewezen krachtens de wet, de statuten of het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » aan de algemene vergadering.

De raad van bestuur ziet toe op het dagelijkse beheer waargenomen door het directiecomité, dat daarover regelmatig verslag uitbrengt aan de raad. De raad van bestuur of zijn voorzitter kan het directiecomité elk ogenblik verzoeken om een verslag over de activiteiten van de maatschappij of over een deel ervan.

Naast de bevoegdheden die hem uitdrukkelijk worden toegekend krachtens het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » of door de statuten, voorziet de raad in de volgende maatschappelijke zaken :

Hij bepaalt het kapitaal voor elke dienst;

Hij beslist over de uitgifte van nieuwe categorieën aandelen; bij de uitgifte van nieuwe categorieën aandelen bepaalt hij welke voordelen deze laatste zullen genieten;

Hij legt de gedecentraliseerde structuren vast en beslist over de oprichting, de overname en de uitbreiding van waterdistributiediensten alsmede, na eensluidend advies van de betrokken adviescomités, over de fusie van hun diensten;

Hij bepaalt en wijzigt de tarieven;

Hij keurt het administratief en geldelijk statuut van het personeel goed, alsook de personeelsformatie en het huishoudelijk reglement;

Hij benoemt de personeelsleden en neemt de personeelsleden van niveau 1 in dienst;

Hij kent de beroepsmogelijkheden inzake schorsing of ontslag van personeelsleden en werknemers;

Hij beslist over de vervreemding van alle roerende en onroerende goederen;

Hij bepaalt welke minnelijk aangekochte onroerende goederen ten algemene nutte verworven worden en gaat namens de « SWDE » over tot de onteigeningen, met de voorafgaande toestemming van de Waalse Regering;

Hij maakt jaarlijks een inventaris, de jaarrekeningen en een beheerverslag op overeenkomstig de wettelijke voorschriften en bezorgt de Waalse Regering of het lid dat ze daartoe afvaardigt, een verslag over de verrichtingen en de toestand van de « SWDE »; de laatste balans wordt erbij gevoegd;

Hij bepaalt het bedrag van het eventuele presentiegeld van de afgevaardigden van de vennoten binnen de adviescomités en bij de algemene vergadering;

Hij beslist bij tweederde meerderheid over elke oprichting van een dochtermaatschappij of over elke rechtstreekse of onrechtstreekse participatie in Belgische of buitenlandse vennootschappen, verenigingen of publiek- of privaatrechtelijke instellingen waarvan het doel overeenstemt met het doel van de « SWDE »;

Hij legt jaarlijks een verslag over aan de algemene vergadering van de vennoten over bovenbedoelde participaties;

Hij wijst de vertegenwoordigers van de « SWDE » aan onder de bestuurders, de leden van het directiecomité en de personeelsleden van de « SWDE »;

Hij keurt de met het Waalse Gewest te sluiten beheerscontracten goed bij een tweederde meerderheid;

Hij laat de leningen en uitgaven van verplichtingen toe;

Hij keurt het investeringsprogramma goed.

Overdrachten

Art. 24. De raad van bestuur kan zijn bevoegdheden geheel of gedeeltelijk overdragen aan het directiecomité, behalve :

1° het uitstippelen van het algemeen beleid van de « SWDE »;

2° alle bevoegdheden die uitdrukkelijk aan de raad van bestuur worden toegewezen krachtens de wet, het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » of deze statuten.

Elke machtigingsakte moet duidelijk aangeven op welke bevoegdheden de machtiging slaat.

Elke machtiging mag niet langer lopen dan één jaar en is hernieuwbaar. De modaliteiten voor deze verlenging worden bepaald door de raad van bestuur.

Werking van de raad van bestuur

Art. 25. § 1. De raad van bestuur vergadert zo vaak als het belang van de « SWDE » het vergt, na bijeenroeping van zijn voorzitter of van diens plaatsvervanger; hij moet bijeenkomen op verzoek van minstens een derde van de bestuurders.

§ 2 De raad van bestuur kan pas beraadslagen en beslissen als de meerderheid van de leden aanwezig is. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van stemmen, behoudens de uitzonderingen bedoeld in deze statuten, in het Wetboek van vennootschappen of in het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau ».

Behoudens dwingende redenen mag de raad van bestuur niet beslissen over een punt dat niet op de agenda staat.

Bij staking van stemmen binnen de raad van bestuur is de stem van de voorzitter van de vergadering doorslaggevend. Bij stemonthouding van de voorzitter van de vergadering en bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 3. Als de raad na regelmatige bijeenroepingen tweemaal niet het vereiste aantal leden telt, beraadslaagt hij op geldige wijze op de vergadering na de derde bijeenroeping over de punten die drie keer achtereenvolgens op de agenda komen te staan, ongeacht het aantal aanwezige leden.

§ 4. De beraadslagingen van de raad van bestuur worden genotuleerd in een speciaal register dat op de zetel van de « SWDE » wordt bijgehouden. De notulen worden ondertekend door de leden die aan de beraadslaging hebben deel genomen.

§ 5. De raad van bestuur bepaalt zijn huishoudelijk reglement, waarin met name de oproeptermijnen voor de vergaderingen en de oproepmodaliteiten vastliggen.

Directiecomité

Art. 26. § 1. Het directiecomité bestaat uit drie leden : een directeur-generaal, die er voorzitter van is, en twee adjunct-directeurs-generaal. Het vergadert pas op geldige wijze als minstens twee leden aanwezig zijn.

§ 2. De Regering benoemt de leden van het directiecomité voor een hernieuwbaar mandaat van zes jaar.

Als één van de leden bij zijn benoeming ouder is dan negenenvijftig jaar, verkort de Regering de duur van zijn mandaat om het te laten eindigen de dag waarop bedoeld lid de leeftijd van 65 jaar bereikt.

§ 3. De leden van het directiecomité kunnen slechts door de Regering ontslagen worden :

1° ofwel op voorstel van de raad van bestuur;

2° ofwel op initiatief van de Regering, na advies van de raad van bestuur.

§ 4. De bezoldiging van de leden van het directiecomité is voor rekening van de « SWDE ».

Bevoegdheden van het directiecomité

Art. 27. § 1. Overeenkomstig het principe « corporate governance » is het directiecomité het managementorgaan van de « SWDE ».

§ 2. Het dagelijkse beheer omvat met name :

De aanwerving van de personeelsleden, met uitzondering van de personeelsleden van niveau 1, de schorsing, het ontslag van alle personeelsleden en werknemers en de bepaling van hun opdrachten en aanstellingen;

De verwerving van alle roerende en onroerende goederen; het sluiten van alle verdragen, aankopen en opdrachten voor de exploitatie van diensten naar gelang van de volmachten verleend door de raad van bestuur;

Het sluiten van leningen en de uitgifte van obligaties; het verstrekken van waarborgen als zekerheidstelling voor de door de « SWDE » aangegane verbintenissen en de aanneming van de waarborgen als zekerheidstelling voor de tegenover haar genomen verbintenissen;

De belegging van de beschikbare gelden en de beschikking over de in deposito of op een rekening-courant gegeven gelden;

De interne organisatie;

De oprichting van de technische comités en andere comités die als nodig worden beschouwd;

De voortzetting van de rechtsvorderingen;

De bevoegdheid om daging en compromissen aan te gaan naar gelang van de door de raad van bestuur verleende volmachten;

De boeking van alle sommen en waarden die aan de « SWDE » toekomen; de overdracht van alle zakelijke rechten, voorrechten en rechtsvorderingen tot ontbinding naar gelang van de door de raad van bestuur verleende volmachten en de verlening van de opheffing van alle bevoorrechte of hypothecaire inschrijvingen, overdrachten, inbeslagnemingen, verzetten en andere belemmeringen zonder enige betaling te moeten rechtvaardigen;

Het sluiten, overeenkomstig de beslissingen van de raad van bestuur, van alle overeenkomsten en akten zonder enige volmacht te moeten voorleggen;

De inschrijvingen in het register van de vennoten en de afgifte van de uittreksels van dat register;

De vakbondsonderhandelingen en de vertegenwoordiging van de « SWDE » binnen de overleg- en onderhandelingscomités.

§ 3. De leden van het directiecomité wonen de vergaderingen van de raad van bestuur bij met raadgevende stem.

Werking van het directiecomité

Art. 28. § 1. De beraadslagingen van het directiecomité zijn collegiaal.

§ 2. Een huishoudelijk reglement, waarin de werking van het directiecomité vastligt, wordt goedgekeurd door de raad van bestuur.

§ 3. Het directiecomité wordt op geldige wijze vertegenwoordigd door de directeur-generaal, die bovendien belast is met de uitvoering van de beslissingen van het comité.

§ 4. Bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal worden zijn functies uitgeoefend door een adjunct-directeur-generaal.

Bij afwezigheid of verhindering van de directeur-generaal en van de twee adjunct-directeurs-generaal, wijst de raad van bestuur één van zijn leden aan om hun functies tijdelijk uit te oefenen.

Controle

Art. 29. § 1. De « SWDE » staat onder de controle van de Regering. De controle op haar openbare opdrachten wordt uitgeoefend door twee Regeringscommissarissen die benoemd en ontslagen worden door de Regering.

§ 2. De commissarissen, die individueel of gezamenlijk handelen, zien toe op de naleving van de wet, het decreet, de statuten, het beheerscontract en, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

De Regeringscommissarissen worden uitgenodigd op alle vergaderingen van de raad van bestuur. Ze beschikken over de ruimste bevoegdheden om hun opdracht te vervullen.

De Regeringscommissarissen kunnen binnen een termijn van vier vrije dagen een beroep instellen bij de Regering tegen elke beslissing die ze strijdig achten met de wet, het decreet, de statuten, het beheerscontract of, in voorkomend geval, het voorlopige beheersplan.

Die termijn loopt vanaf de dag van de vergadering waarop de beslissing is genomen, voor zover de Regeringscommissarissen er regelmatig op uitgenodigd werden, en, in de andere gevallen, vanaf de dag waarop ze kennis hebben genomen van de beslissing. Het beroep is opschortend.

De beslissing wordt definitief als de Regering de nietigverklaring niet uitspreekt binnen een termijn van twintig vrije dagen, die ingaat op dezelfde dag als de termijn bedoeld in het vierde lid. De Regering betekent de nietigverklaring aan het bestuursorgaan.

§ 3. Als de wet, het decreet, de statuten of het beheerscontract het eisen, kan de Regering de raad van bestuur door bemiddeling van een Regeringscommissaris verzoeken om binnen de door hem gestelde termijn te beraadslagen over iedere aangelegenheid die hij bepaalt.

§ 4. De bezoldigingen, vergoedingen en reiskosten die aan de Regeringscommissarissen worden toegekend, stemmen overeen met die van de gewone leden van de raad van bestuur.

Die bedragen zijn voor rekening van de « SWDE ».

Controle op de rekeningen

Art. 30. § 1. De controle op de financiële toestand, de jaarrekeningen en de regelmatigheid, ten aanzien van de wetgeving en de statuten, van de verrichtingen i.v.m. de jaarrekeningen, wordt opgedragen aan een college van commissarissen dat uit drie leden bestaat.

Hun beraadslagingen zijn collegiaal. Hun verslagen en opmerkingen worden overgemaakt aan de Regering en aan de algemene vergadering.

§ 2. De voorzitter van het college wordt aangewezen door de algemene vergadering onder de leden van het Instituut der Bedrijfsrevisoren, overeenkomstig de bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Hij heeft de hoedanigheid van bedrijfsrevisor.

De twee andere leden worden benoemd door de Waalse Regering, één door het Instituut der Bedrijfsrevisoren, het andere op de voordracht van het Rekenhof.

De commissarissen worden benoemd voor een verlengbare termijn van drie jaar. Tijdens hun mandaat mogen ze alleen om ernstige redenen worden ontslagen.

§ 3. De algemene vergadering bepaalt de bezoldiging van de bedrijfsrevisor, die voor rekening van de « SWDE » is.

De bezoldiging van de twee commissarissen die door de Waalse Regering worden benoemd, ligt vast in het beheerscontract en is voor rekening van de « SWDE ».

TITEL V. — Algemene vergadering

Samenstelling en bevoegdheid

Art. 31. § 1. De algemene vergadering bestaat uit de vertegenwoordigers van de vennoten, de leden van de raad van bestuur en de leden van het directiecomité.

§ 2. Elke vennoot mag zich bij schriftelijke volmacht slechts door één afgevaardigde laten vertegenwoordigen bij de algemene vergadering. De vennoten hebben zoveel stemmen als ze aandelen bezitten, met uitzondering van de uitdrukkelijke bepalingen bedoeld in het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau », de wet of de statuten.

Niemand mag echter aan de stemming deelnemen voor een aantal aandelen dat groter is dan het vijfde deel van de in de vergadering vertegenwoordigde aandelen.

§ 3. Voor de benoeming van de bestuurders wordt die grens berekend zonder rekening te houden met de aandelen van het Gewest, de "SPGE", de provincies en de intercommunales.

§ 4. De algemene vergadering oefent de bevoegdheden uit die haar worden toegekend krachtens de wet, het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau » en deze statuten.

Algemene vergadering

Art. 32. Het bureau van de algemene vergadering bestaat uit de voorzitter en de ondervoorzitters van de raad van bestuur, alsmede uit de directeur-generaal.

De vergadering wordt voorgezeten door de voorzitter van de raad van bestuur. Bij afwezigheid of verhindering wordt de voorzitter vervangen door de eerste ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering wordt de eerste ondervoorzitter vervangen door de tweede ondervoorzitter.

Bij afwezigheid of verhindering van de tweede ondervoorzitter wordt de algemene vergadering voorgezeten door het lid met de meeste anciënniteit. Bij gelijke anciënniteit wordt de raad voorgezeten door het oudste lid.

Het secretariaat wordt waargenomen door de directeur-generaal.

In geval van stemming neemt het bureau twee afgevaardigden van de vennoten als stemopnemers erbij.

Een presentielijst met de namen van de vennoten en het aantal aandelen die ze vertegenwoordigen, wordt door ieder van hen vóór de aanvang van de vergadering getekend.

Gewone algemene vergadering

Art. 33. § 1. Op de laatste dinsdag van de maand mei, om vijftien uur, wordt jaarlijks een gewone algemene vergadering van de vennoten gehouden in Verviers.

§ 2. De jaarlijkse algemene vergadering neemt kennis van de beheersverslagen van de bestuurders, de commissaris(sen)-revisoren en het college van de commissarissen en beslist over de goedkeuring van de jaarrekeningen.

Na de goedkeuring van de jaarrekeningen spreekt de vergadering zich uit over de ontlasting van de bestuurders, de commissaris(sen)-revisoren en het college van de commissarissen.

De jaarrekeningen worden binnen dertig dagen na hun goedkeuring neergelegd bij de griffie van de handelsrechtbank van de zetel van de « SWDE ».

§ 3. De algemene vergadering kiest en benoemt de bestuurders, de commissaris-revisor ter vervanging van de uittreedende, ontslagnemende of overleden titularissen.

De vertegenwoordigers van het Waalse Gewest, de "SPGE", de provincies en de intercommunales mogen niet deelnemen aan de aanwijzing van de bestuurders.

Buitengewone algemene vergadering

Art. 34. De raad van bestuur kan op eigen initiatief buitengewone algemene vergaderingen bijeenroepen.

Hij moet ze binnen dertig dagen bijeenroepen, op verzoek van de commissaris-revisor of van vennoten die één vijfde van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Dat verzoek gaat vergezeld van een agenda met de door de vergadering te behandelen punten.

Oproepingen

Art. 35. De oproepingen voor elke algemene vergadering bevatten de agenda en worden minstens twintig dagen vóór de algemene vergadering bij aangetekend schrijven verstuurd en via een bericht in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. De algemene vergadering mag niet beslissen over een punt dat niet op de agenda staat.

Stemming

Art. 36. § 1. De algemene vergadering wordt regelmatig samengesteld, ongeacht het aantal vertegenwoordigde aandelen. De beslissingen worden bij meerderheid van de uitgebrachte stemmen genomen. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

§ 2. Wanneer evenwel beraadslaagd moet worden over wijzigingen in de statuten, de uitsluiting van een vennoot, de stopzetting van de uitbating of de overdracht van het geheel of een gedeelte van een distributiedienst, is de samenstelling van de vergadering pas geldig als de leden die de vergadering bijwonen minstens de helft van het maatschappelijk kapitaal vertegenwoordigen.

Als deze voorwaarde niet vervuld is, is een nieuwe bijeenroeping nodig en beraadslaagt de nieuwe vergadering op geldige wijze, ongeacht het door de aanwezige vennoten vertegenwoordigde deel van het kapitaal.

In elk geval komt geen enkel voorstel in aanmerking zonder de volstrekte meerderheid van de stemmen van de aanwezige of vertegenwoordigde leden, onverminderd de andere meerderheidsvoorwaarden waarin het Wetboek der vennootschappen voorziet, meer bepaald inzake de wijziging van het doel.

Elke wijziging in de statuten moet goedgekeurd worden door de Waalse Regering.

§ 3. Wat betreft de procedure voor de verkiezing van de bestuurders bij de benoeming van de algemene vergadering, moet elke afgevaardigde stemmen voor een aantal kandidaten gelijk aan het aantal in te vullen mandaten, met inachtneming van de evenredige vertegenwoordiging die van tevoren is bepaald, overeenkomstig artikel 21 van de statuten. Stemonthoudingen zijn toegelaten. Elke andere stemming is nietig. Elke kandidaat behaalt evenveel stemmen als de afgevaardigde. Gekozen worden de kandidaten die op elke lijst de meeste stemmen hebben behaald, ten belope van het aantal mandaten behaald door de lijst bij de berekening van de evenredige vertegenwoordiging en van het aantal in te vullen mandaten. Bij staking van stemmen wordt (worden) de kandidaat (kandidaten) aangewezen die reeds zitting had (hadden) of, in voorkomend geval, de jongste(n).

§ 4. De geheime stemming is naar recht als ze door tien vennoten wordt gevraagd en is verplicht voor benoemingen en afzettingen.

Het bureau moet de nodige maatregelen treffen om het volstrekte geheim van de stemming te verzekeren.

§ 5. De wijze waarop de algemene vergadering beraadslaagt en de deelnemingsvoorwaarden worden door de raad van bestuur vastgelegd in een reglement dat hij aan de algemene vergadering voorlegt.

Notulen

Art. 37. De notulen van de algemene vergadering wordt ondertekend door de leden van het bureau en door de vennoten die erom verzoeken.

TITEL VI. — *De diensten, adviescomités en zonecomités ingesteld per hydrografisch onderbekken*

De diensten

Art. 38. § 1. De « SWDE » wordt ingedeeld in productie- en distributiediensten.

§ 2. De openbare opdracht i.v.m. waterproductie wordt vervuld door een productiedienst. Die dienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht.

§ 3. De openbare opdracht i.v.m. waterdistributie wordt vervuld door distributiediensten. Elke distributiedienst beschikt over de nodige infrastructuur voor de uitvoering van die opdracht op het grondgebied van de gemeenten die hij bedient of ten minste op het gedeelte van het grondgebied bediend door de « SWDE ».

Samenstelling en werking van de adviescomités

Art. 39. § 1. Elke in exploitatie zijnde dienst heeft een adviescomité.

§ 2. Het adviescomité van de productiedienst bestaat uit zijn gemeentelijke, intergemeentelijke en provinciale vennoten en uit de « S.P.G.E. ».

§ 3. Het adviescomité van elke distributiedienst bestaat uit de vennoten, met uitzondering van het Waalse Gewest, uit de « S.P.G.E. » en de provincies.

§ 4. Elk adviescomité wordt voorgezeten door een lid van de raad van bestuur, dat door deze laatste wordt aangewezen. De aldus aangewezen bestuurder kan deze functie overdragen aan een vertegenwoordiger van een vennoot van de betrokken dienst.

§ 5. Elk comité vergadert minstens twee keer per jaar en onderzoekt de jaarrekeningen bij elke vergadering.

§ 6. Elke vennoot beschikt over een stem binnen de adviescomités waarvan hij deel uitmaakt.

§ 7. De raad van bestuur bepaalt de regels voor de werking van de adviescomités onder voorbehoud van de goedkeuring van de algemene vergadering.

§ 8. Wanneer de dienst bevoegd is voor de hele vennootschap, wordt de gewone algemene vergadering op dezelfde plaats voorafgegaan door één van beide verplichte jaarlijkse vergaderingen.

Bevoegdheden van de adviescomités

Art. 40. Het advies van de adviescomités wordt vereist voor :

1. ieder project tot fusie van de dienst met één of verschillende diensten;
2. ieder project tot wijziging van de watertarieven;
3. ieder project tot uitbreiding, inkrimping of wijziging van de dienst;
4. ieder voorstel tot toetreding van een nieuw lid dat eventueel deel zou uitmaken van de dienst;
5. ieder voorstel tot uittreding of uitsluiting van een vennoot die deel uitmaakt van de dienst;
6. ieder voorstel tot gedeeltelijke of gehele overdracht van een distributiedienst aan een gemeente of een intercommunale;
7. ieder werkprogramma waarvoor de dienst interesse heeft.

Samenstelling en werking van de zonecomités

Art. 41. § 1. Er worden zonecomités opgericht waarin de distributiediensten per hydrografisch onderbekken ingedeeld zijn.

§ 2. Elk zonecomité vergadert minstens één keer per jaar.

§ 3. De samenstelling en de werkingsmodaliteiten van de zonecomités worden bepaald door de raad van bestuur.

§ 4. De bevoegdheden van een adviescomité mogen bij unanieme beslissing overgedragen worden aan het betrokken zonecomité.

Bevoegdheden van de zonecomités

Art. 42. Het advies van de zonecomités wordt vereist voor actieprojecten die de « SWDE » moet uitvoeren in het kader van een geïntegreerd beheer van de waterkringloop en van een betere waterkwaliteit.

Informatie van de zonecomités

Art. 43. De voorzitters van de zonecomités worden minstens één keer per jaar uitgenodigd op een vergadering van de raad van bestuur.

Tijdens die vergadering wordt informatie verstrekt over de strategische opties van de « SWDE ».

TITEL VII. — *Balans. — Verdeling*

Sociaal dienstjaar

Art. 44. Het sociaal dienstjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Boekhouding. — Algemeen

Art. 45. § 1. De « SWDE » voert haar boekhouding per kalenderjaar.

§ 2. Ze voert een aparte boekhouding voor de activiteiten in verband met haar openbare opdrachten en voor de overige activiteiten.

Begrotingsboekhouding

Art. 46. Naast haar algemene boekhouding voert de « SWDE » ook een analytische en een begrotingsboekhouding.

Jaarrekeningen

Art. 47. § 1. De inventaris, de jaarrekeningen, de balans alsmede de resultatenrekeningen en de bijlage erbij worden aan het einde van elk sociaal dienstjaar opgemaakt door de raad van bestuur. De resultatenrekeningen en de bijlage worden onderworpen aan de goedkeuring van de algemene vergadering.

De bijlage bij de jaarrekeningen bevat een samenvattende staat van de rekeningen betreffende de openbare opdrachten en een commentaar daarover.

§ 2. De jaarrekeningen, met de balans, en de resultatenrekening, met de bijlage, de verslagen van de raad van bestuur, van de bedrijfsrevisor en van het college van de commissarissen worden vijftien dagen voor de vergadering neergelegd op de maatschappelijke zetel en ter beschikking gesteld van de vennoten. De verslagen worden overeenkomstig het Wetboek van vennootschappen opgemaakt.

§ 3. De raad van bestuur bezorgt de Waalse Regering de jaarrekeningen vóór 30 juni van het jaar na het bedoelde boekjaar, alsmede het beheersverslag, het verslag van de bedrijfsrevisor(en) en het verslag van het college van commissarissen.

Boekhouding van de diensten

Art. 48. § 1. Elke waterproductie- of waterdistributiedienst en elke dienst in het kader waarvan een openbare opdracht wordt uitgevoerd, maakt het voorwerp uit van een aparte rekening in de analytische boekhouding.

§ 2. De structuur- en werkingskosten die niet rechtstreeks gedragen worden door de diensten, worden onder deze laatste verdeeld op grond van objectieve criteria bepaald door de raad van bestuur.

§ 3. De financiële lasten van de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten voor de investeringen in de diensten worden in de boeken opgenomen vóór elke spreiding van het resultaat.

Spreiding van het resultaat

Art. 49. Na vaststelling van het resultaat van de productiedienst en van elke distributiedienst :

wordt 1/20^e ervan aangewend om een gemeenschappelijk reservefonds voor alle diensten aan te leggen. Om de gemeenschappelijke wettelijke reserve te berekenen worden de winstgevende en de deficitaire resultaten van alle diensten opgeteld. De aanleg van de gemeenschappelijke wettelijke reserve is niet meer verplicht wanneer het reservefonds gelijk is aan 1/10^e van het maatschappelijke kapitaal;

wordt na aanleg van die reserve,

wat de distributiediensten betreft :

— 50 % toegekend aan de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten als bijdrage tot een reserve voor de bouw, de verbetering, de vernieuwing en de verbouwing van de infrastructures. Die spreiding wordt berekend op grond van het aantal aansluitingen van elke vennoot. Het gebruik van de reserve behoort tot de bevoegdheid van de algemene vergadering op grond van het programma van de uit te voeren werken dat door de raad van bestuur wordt overgelegd. Bij de afsluiting van de jaarrekeningen mag elke vennoot vragen dat zijn deel in de reserve tegen de volgende algemene vergadering omgezet wordt in aandelen A;

— 50 %, na advies van het adviescomité van de dienst waarvan ze deel uitmaken, mogelijkerwijs gestort aan de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten die bouw-, verbeterings-, vernieuwings- en verbouwingwerken hebben uitgevoerd, met name ten gevolge van wegeniswerken en werken in de openbare gebouwen. Die werken worden uitgevoerd om zuinig watergebruik en de kwaliteit van het water te bevorderen. Het voor bovenbedoelde werken ongebruikte saldo wordt toegevoegd aan de beschikbare reserves.

2.2. Wat de productiedienst betreft, wordt het saldo toegevoegd aan de reserve bestemd voor de bouw, de verbetering, de vernieuwing en de verbouwing van de productiefrastructures.

Deficitaire dienst

Art. 50. § 1. Als de rekening van een distributiedienst met een debetsaldo wordt afgesloten, moet dit laatste in speciën aangezuiverd worden door de inschrijvers op aandelen A van die dienst, met uitzondering van het Waalse Gewest, de provincies en de "SPGE".

Het aan te zuiveren bedrag wordt verdeeld onder de gemeentelijke en intergemeentelijke vennoten naar verhouding van de waterhoeveelheden verbruikt op hun grondgebied. Het moet betaald worden binnen twee maanden nadat de « SWDE » de rekening heeft overgelegd.

§ 2. De rekeningen van de productiedienst moeten steeds in evenwicht zijn.

TITEL VIII. — *Diverse bepalingen*

Overdracht of stopzetting van de exploitatie van een distributiedienst

Art. 51. De Regering kan de « SWDE » onder de haar bepaalde voorwaarden machtigen om :

1° één van haar waterdistributiediensten geheel of gedeeltelijk af te staan aan een gemeente of een intercommunale;

2° de exploitatie van één van haar diensten stop te zetten op voorstel van de meerderheid van de gemeentelijke vennoten die houder zijn van sociale aandelen waarop in bedoelde dienst is ingetekend, voor zover de vennoten ook nog de meerderheid van het kapitaal van die dienst in handen hebben.

Bij gedeeltelijke of gehele overdracht of bij stopzetting van een dienst maken de vennoten die houder zijn van sociale aandelen in die dienst niet langer deel uit van de « SWDE », tenzij ze houder zijn van aandelen in andere diensten.

Er wordt overgegaan tot de vereffening van het maatschappelijk bezit van de afgestane of stopgezette dienst.

Als de verdeelsleutel van het bezit niet is vastgelegd bij de oprichting van de dienst, wordt het bedrag van het aan elke vennoot terug te betalen aandeel na advies van het adviescomité van de betrokken dienst bepaald door de raad van bestuur, onverminderd alle aan de « SWDE » verschuldigde schadeloosstellingen en -vergoedingen.

Het nemen van participaties

Art. 52. § 1. De raad van bestuur beslist bij tweederde meerderheid van de stemmen over elke oprichting van een dochtermaatschappij of over alle rechtstreekse of onrechtstreekse participaties in de Belgische of buitenlandse publiek- of privaatrechtelijke maatschappijen, verenigingen of instellingen waarvan het doel overeenstemt met haar eigen doel.

§ 2. De « SWDE » informeert de Regering als ze instelt participaties te nemen of af te staan. De Waalse Regering beschikt over dertig dagen, te rekenen van de dag waarop ze kennis neemt van de beslissing, om elke opmerking te formuleren die ze nuttig acht of om zich eventueel tegen de beslissing te verzetten.

§ 3. De vertegenwoordigers van de « SWDE » binnen de maatschappijen waarin ze een participatie heeft genomen, worden door de raad van bestuur aangewezen onder de bestuurders, de leden van het directiecomité en de personeelsleden.

§ 4. In dat kader moet elke vertegenwoordiger van de Maatschappij :

1. minstens jaarlijks verslag uitbrengen voor de raad van bestuur over de uitoefening van zijn mandaat en in ieder geval als de raad van bestuur hem daarom verzoekt;

2. voor de raad van bestuur steeds de informatie verstrekken die hem door een Regeringscommissaris wordt gevraagd i.v.m. zijn mandaat of met de toestand van de maatschappij waar hij aangewezen is als vertegenwoordiger van de « SWDE ». Het mandaat van de vertegenwoordiger van de « SWDE » binnen de maatschappij(en) waarvoor hij aangewezen is, verstrijkt van rechtswege wanneer hij de hoedanigheid van bestuurder, van lid van het directiecomité of van personeelslid verliest.

§ 5. De voorwaarden waaronder de « SWDE » een maatschappij waarin ze participaties heeft tot vennoot zou kunnen nemen voor de uitvoering van haar openbare opdrachten, worden omschreven in artikel 18 van het decreet van 7 maart 2001 houdende hervorming van de « Société wallonne des Distributions d'Eau ».

Terugkoop van bestaande installaties
of van specifieke installaties van eerste vestiging : financiering

Art. 53. In afwijking van artikel 430, § 1, van het Wetboek van vennootschappen mag de « SWDE » met de goedkeuring van de Waalse Regering leningen aangaan of obligaties uitgeven ter vertegenwoordiging van de annuïteiten die de gemeenten, de intercommunales, de provincies, het Waalse Gewest en de "SPGE" haar verschuldigd zijn voor de financiering van de terugkoop van bestaande installaties of van specifieke installaties van eerste vestiging.

Die leningen en obligaties moeten binnen maximum negentig jaar afgelost worden.

BIJLAGE BIJ DE STATUTEN VAN DE « SOCIETE WALLONNE DES EAUX »

Lijst van de vennoten bepaald op 29 mei 2001

1. Gemeenten

| | | |
|-------------------------|---------------------|-----------------------|
| Amay | Chastre | Froidchappelle |
| Andenne | Chaumont-Gistoux | Geer |
| Anderlues | Chièvres | Gembloux |
| Anthisnes | Chimay | Gerpennes |
| Antoing | Ciney | Gesves |
| Aarlen | Colfontaine | Grâce-Hollogne |
| Assesse | Komen | Grez-Doiceau |
| Aat | Courcelles | Ham-sur-Heure-Nalines |
| Aubange | Couvin | Hamois |
| Aubel | Crisnée | Hannuit |
| Aywaille | Dalhem | Hastière |
| Baelen | Dinant | Havelange |
| Bitsingen | Doische | Hélécine |
| Beaumont | Donceel | Hensies |
| Beauraing | Dour | Herbeumont |
| Bevekom | Durbuy | Héron |
| Belœil | Ecaussinnes | Herstal |
| Berloz | Eghezée | Herve |
| Bernissart | Elzele | Honnelles |
| Bertogne | Edingen | Houyet |
| Bertrix | Engis | Hoei |
| Binche | Erquennes | Incourt |
| Blégny | Estaimpuis | Itter |
| Bouillon | Estinnes | Jalhay |
| Boussu | Eupen | Jemeppe-sur-Sambre |
| Eigenbrakel | Faimes | Geldenaken |
| Kasteelbrakel | Farciennes | Juprelle |
| 's-Gravenbrakel | Fernelmont | Jurbeke |
| Braives | Ferrières | La Bruyère |
| Brugelle | Flémalle | La Hulpe |
| Brunehaut | Fléron | La Louvière |
| Büllingen | Fleurus | La Roche-en-Ardenne |
| Burdinne | Vloesberg | Léglise |
| Celles | Floreffe | Lens |
| Cerfontaine | Fontaine-l'Évêque | Le Rœulx |
| Chapelle-lez-Herlaimont | Frameries | Les Bons Villers |
| Charleroi | Frasnes-lez-Anvaing | Lessen |

| | | |
|---------------------|-------------------------|---------------------|
| Leuze-en-Hainaut | Ouffet | Zinnik |
| Luik | Oupeye | Sombreffe |
| Lierneux | Pecq | Soumagne |
| Limburg | Pepinster | Spa |
| Lijsem | Péruwelz | Sprimont |
| Lobbès | Perwijs | Stavelot |
| Lontzen | Plombières | Tenneville |
| Manage | Pont-à-Celles | Theux |
| Manhay | Profondeville | Thimister-Clermont |
| Marche-en-Famenne | Quaregnon | Thuin |
| Martelange | Quévy | Doornik |
| Merbes-le-Château | Quiévrain | Trooz |
| Messancy | Raeren | Tubeke |
| Modave | Ramillies | Verlaine |
| Momignies | Rebecq | Verviers |
| Bergen | Remicourt | Vielsalm |
| Mont-de-l'Enclus | Rixensart | Villers-le-Bouillet |
| Montigny-le-Tilleul | Rochefort | Viroinval |
| Morlanwelz | Rumes | Wezet |
| Moeskroen | Sainte-Ode | Weismes |
| Namen | Saint-Georges-sur-Meuse | Walcourt |
| Nassogne | Saint-Ghislain | Walhain |
| Neufchâteau | Sambreville | Wanze |
| Neupré | Sankt Vith | Waremme |
| Nijvel | Seneffe | Wasseiges |
| Ohey | Seraing | Welkenraedt |
| Olne | Opzullik | Wellin |
| Oerle | Sivry-Rance | Yvoir |
| Orp-Jauche | | |

2. Provincies

Provincie Waals-Brabant
 Provincie Henegouwen
 Provincie Luik
 Provincie Luxemburg
 Provincie Namen

3. Waals Gewest

4. Intercommunales en andere instellingen

« Aquasambre »
 « A.I.E. »
 « A.I.V.E. »
 « C.I.L.E. »
 « I.D.E.L.U.X. »
 « I.D.E.M.L.S. »
 « I.G.R.E.T.E.C. »
 « I.N.A.S.E.P. »
 « I.O.S. »
 « S.L.F. »
 « S.P.G.E. »
 « S.P.I. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 28 juni 2001 tot goedkeuring van de statuten van de « Société wallonne des Eaux »

Namen, 28 juni 2001.

De Minister-President,
 J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,

M. FORET